

AUJOURD'HUI

Les Canadiens vivent mieux aujourd'hui qu'il y a 30 ans.

Malgré l'impact des taxes et de l'inflation, le revenu moyen d'un ménage en 1960 est aujourd'hui neuf fois plus élevé, et atteint environ 62 000 \$ en 1990. **B-3**

Irregularités à la BCCI: John Major ignorait tout

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre affirme que le premier ministre Major, alors chancelier de l'Échiquier, n'avait pas pris connaissance des rapports révélant les irrégularités. **B-3**

Le rendement du service postal canadien à son meilleur

Postes Canada a enregistré à l'échelle nationale un niveau de rendement atteignant 98 % de son objectif pour le courrier posté et livré dans les centres urbains, au cours du 2e trimestre de 1991. **B-2**

LES INDICES

DOLLAR

86,60 inchangé

OR

368,10 +0,50

ARGENT

4,977 \$ Can.

DOW JONES

2983,23 -29,74

TSE 300

3535,37 -10,01

XXM

1876,33 -11,64

LA CHRONIQUE

L'économie nationale victime des allégations de Kealey

Les accusations privées de fraude et de corruption contre 13 conservateurs fédéraux et trois dirigeants de la GRC ont provoqué la chute du dollar canadien. **B-3**

LE DOLLAR

TORONTO (PC) — Le dollar américain a fermé hier à 1,1547 \$ CAN, inchangé par rapport à la veille en clôture. La livre sterling a fini en hausse de 4/100 à 1,9393 \$ CAN. En devise US, le dollar canadien était inchangé à 86,60 cents US alors que le sterling gagnait 4/100 à 1,6795 \$ US. Ces cotes proviennent de la Banque de Montréal.

L'ARGENT

TORONTO (PC) — Handy and Harman cotait l'argent métal, hier, 4,977 \$ l'once et 160,01 \$ le kg, comparativement à 5,070 \$ l'once et 163,00 \$ le kg respectivement lors de la précédente cotation. Ces cotes sont en dollar canadien.

LES MÉTAUX

LONDRES (AP) — Les prix comptants des métaux à la fermeture des marchés, hier. Les prix de l'aluminium, du cuivre, du nickel, du zinc et du plomb sont donnés en livres sterling par tonne métrique: CUIVRE: 1316-1318; PLOMB: 321.5-322; ZINC: 1061-1063; ALUMINIUM: 1297-1281; NICKEL: 8290-8310.

Une éventuelle fusion Lavalin-SNC réjouit les investisseurs

MONTREAL — SNC a en quelque sorte confirmé hier la possibilité d'une fusion avec sa grande rivale Lavalin, en qualifiant la « rumeur » de « prématurée ».

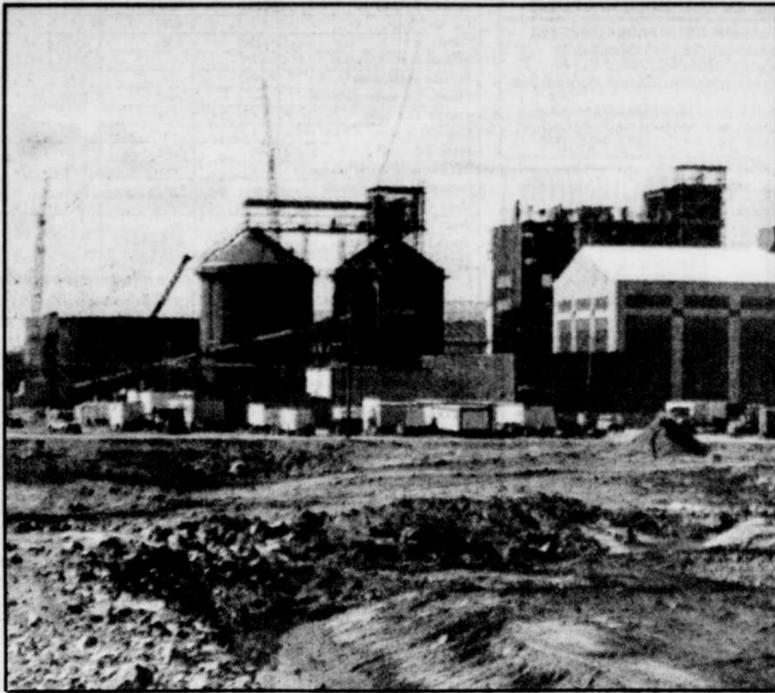
par HÉLÈNE BARIL
LE SOLEIL

En fait, c'est le président et chef de l'exploitation de SNC, M. Alain Perez, qui a lui-même affirmé au Financial Post qu'une fusion des deux plus importantes firmes d'ingénierie québécoises « serait dans l'intérêt de tout le monde ».

Hier, tous les porte-paroles autorisés de SNC étaient comme par hasard en réunion dont ils ne pouvaient être dérangés.

Le président de la compagnie, M. Guy St-Pierre, a toutefois fait savoir par voie de communiqué qu'il était conscient des difficultés financières de Lavalin et qu'une solution devrait être trouvée pour maintenir les capacités en ingénierie au Canada et au Québec. « A savoir si SNC pourrait faire partie ou non de cette solution, il est beaucoup trop tôt pour se prononcer », a dit M. St-Pierre qui ajoute que « la question qu'une fusion soit sur le point de se concrétiser est prématurée et spéculative ».

Du côté de Lavalin, personne n'a voulu se risquer à commen-



Lavalin a construit sa réputation en ingénierie en participant à de grands chantiers, comme celui de l'aluminerie Lauralco de Deschambault, sur notre photo.

ter. En l'absence du porte-parole officiel, M. Clément Richard, Mme Pauline Pagé a dit n'avoir rien à rajouter aux propos du président de SNC.

La fusion des deux plus importantes firmes d'ingénierie québécoises donnerait naissance à un géant à l'échelle canadienne, avec des revenus annuels supérieurs à 1 milliard \$. À l'échelle mondiale, les deux compagnies regroupées seraient toutefois de taille modeste comparées aux géants de l'industrie comme Bechtel.

La fusion, qui aurait été impensable il y a à peine quelques années en raison de la rivalité entre les deux compagnies, est maintenant quelque chose d'envisageable surtout à cause de

difficultés financières de Lavalin.

Au début de mai, Lavalin a annoncé la mise en vente de ses filiales Kemtec (pétrochimie) et UTDC (matériel ferroviaire), qui comptent pour près de la moitié de son chiffre d'affaires. Peu après, on a appris que Lavalin était dans l'impossibilité d'attendre la conclusion de ces transactions et avait demandé une aide financière de 10 millions \$ au gouvernement du Québec pour satisfaire ses créanciers. En outre, d'autres éléments d'actif ont été mis à l'encre, dont la filiale Météo-Média et la participation de 35 % dans un édifice de 55 étages en construction au centre-ville de Montréal.

Le gouvernement du Qué-

bec, qui étudie toujours le dossier Lavalin, pourrait jouer un rôle important dans le rapprochement des deux compagnies.

Après avoir enregistré de lourdes pertes, SNC a maintenant derrière elle les problèmes d'une diversification malheureuse qui confronte aujourd'hui Lavalin. L'an dernier, SNC a encaissé des profits de 23 millions \$ sur des revenus de 447 millions \$.

Quoi qu'il en soit, les investisseurs ont semblé se réjouir de la possibilité d'une fusion SNC-Lavalin. Le titre de SNC a été le plus transigé hier matin à la Bourse de Montréal où il avait gagné 0,25 \$ à midi. L'action a finalement clôturée à 14,88 \$, en hausse de 0,13 \$.

Reprise au ralenti selon le Board

OTTAWA (PC) — À son tour le Conference Board estime, avec un nombre croissant d'économistes, que la récession est désormais chose du passé.

Mais la reprise démarrera à faible allure, prévient l'organisme d'experts indépendants, qui dévoilait hier ses dernières prévisions économiques trimestrielles.

« Depuis un an et demi, nous annonçons une reprise de la croissance au deuxième trimestre. Nos prévisions se sont révélées justes, mais la reprise se fera à un rythme relativement modéré », déclarait M. Jim Frank, économiste en chef du Conference Board.

Même terminée, la récession laissera des séquelles persistantes, évalue le Board. L'endettement des consommateurs, les fortes augmentations de taxes fédérales et provinciales, le taux de chômage élevé et la faiblesse des investissements affaibliront l'essor tout neuf de l'économie.

« Le niveau élevé de la dette des consommateurs continuera à exercer une pression à la baisse sur les dépenses des ménages pour le reste de l'année », dit l'organisme.

Des taux d'intérêt en baisse, une reprise plus forte que prévu dans l'industrie de la construction domiciliaire et une progression en flèche des exportations d'automobiles vers les États-Unis ont contribué à mettre un terme à la récession, qui a sévi pendant plus d'un an.

Mais le mouvement à la baisse des taux d'intérêt, continu depuis le mois de mai, est stoppé, affirme le Conference Board qui s'attend dorénavant à les voir remonter. Modifiant ses prévisions du printemps dernier, il prévoit que les taux d'intérêt à court terme grimperont progressivement d'environ 0,5 % d'ici la fin de 1992.

Libre-échange nord-américain

Un Québec souverain pourrait être isolé économiquement

WASHINGTON — Il est loin d'être certain qu'un Québec indépendant pourrait se joindre à un accord de libre-échange nord-américain.

par MARIE TISON
de la Presse canadienne

Même sa participation à l'accord canado-américain ne serait pas acquise.

C'est ce qu'a déclaré à la Presse canadienne, hier, un spécialiste américain en matière de commerce international, le Dr Peter Morici.

Le Dr Morici, un professeur d'économie à l'Université du Maine, vient de publier une étude sur les négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, intitulée « Le temps du réalisme ».

Il a déclaré à la Presse canadienne hier que si le Québec devait se séparer du reste du Canada, sa participation à un accord nord-américain serait plus problématique que ne le croient les nationalistes québécois.

Il a affirmé que les trois autres parties scruteraient de près la politique industrielle d'un Québec indépendant, et qu'elles seraient particulièrement sévères à l'endroit de sa politique de subventions à l'industrie.

Le Dr Morici a indiqué que le Québec ne devrait pas non plus prendre pour acquis sa participation à l'accord de libre-échange canado-américain en cas d'accession à la souveraineté.

« Peut-être pourrait-il continuer à faire partie de l'accord, mais pas nécessairement sous les conditions qu'il imagine », a-t-il précisé.

Il a déclaré que les nationalistes québécois étaient favorables à cette entente, mais à la condition que les modalités de participation d'un Québec indépendant soient compatibles avec ses institutions économiques et commerciales.

« Cela signifie que le Québec veut être capable de subventionner son industrie », a-t-il affirmé, indiquant que cela serait inacceptable aux yeux de ses éventuels partenaires commerciaux.

Il a soutenu que les Québécois commençaient à prendre les Américains pour acquis.

« Si l'arrangement économique canadien se modifie, on peut penser que les politiques américaines (à l'endroit du Canada et du Québec) se modifieront également », a-t-il ajouté.

Étude

L'étude publiée par le Dr Morici porte essentiellement sur les conséquences aux États-Unis d'un accord de libre-échange nord-américain.

Il a cependant déclaré à la Presse canadienne que le Canada n'avait pas le choix, et qu'il devait se joindre à ces négociations.

Il a expliqué que le marché américain était en voie de devenir le principal marché des entreprises canadiennes, et que celles-ci devaient se montrer aussi compétitives en Pennsylvanie, par exemple, qu'au Canada. L'arrivée de la concurrence mexicaine sur le marché américain ne pourrait qu'être dommageable aux intérêts commerciaux canadiens, selon lui. Les Canadiens se doivent d'être présents aux négociations pour veiller au grain.

Le Dr Morici a cependant soutenu que les coûts d'une telle entente, surtout en fait de perte d'emplois, seraient plus élevés que ne l'avouent les dirigeants américains.

Les emplois plus spécialisés que cette entente va créer aux États-Unis ne seront pas accessibles à ceux, moins spécialisés, qui auront perdu leurs emplois au profit des Mexicains.

REPÈRES

Les étrangers n'ont pas à payer la TPS

Qu'ils soient Européens ou Américains, bien des touristes se disent très frustrés d'avoir à défrayer la TPS de 7 % et la taxe de vente du Québec de 8 %.

Ils ne sont pas les seuls. La plupart des Québécois sont tout aussi frustrés qu'eux. Seule différence et elle est de taille: les touristes étrangers peuvent se faire rembourser la TPS.

Pour ce faire, ils doivent se procurer un petit document de 18 pages publié par Revenu Canada et remplir le formulaire de demande de remboursement qui y est annexé. Ce document s'appelle « TPS-Remboursement aux visiteurs » et il porte le numéro de code 176-F. Bien entendu, ils doivent joindre les factures de tous leurs achats ainsi que leurs notes d'hôtel et de restaurant.

Où trouver ce formulaire? Dans les bureaux de Revenu Canada, dans les ambassades et consulats canadiens, dans les boutiques hors-taxes des aéroports et dans la plupart des grands hôtels.

Une fois rempli et les factures jointes, ce formulaire doit être remis à Revenu Canada si le montant du remboursement dépasse 500 \$. Revenu Canada émettra alors un chèque et l'enverra par la poste.

Si le montant du remboursement est inférieur à 500 \$, ce qui est le cas pour la majorité des touristes qui nous visitent, il faut s'adresser à un bureau de Revenu Canada où, encore, à une boutique hors-taxes pour l'obtenir immédiatement. À Québec, par exemple, il suffit de s'adresser à la boutique hors-taxes de l'aéroport.

Si, malgré tout, des doutes subsistent, les touristes peuvent obtenir toute information sur le sujet en s'adressant à Revenu Canada en composant un numéro de téléphone sans frais: 1-800-66-VISIT.

Revenu Québec, lui, ne rembourse pas encore aux touristes la taxe de vente de 8 %. C'est seulement l'année prochaine, une fois qu'entrera en vigueur la nouvelle taxe de vente québécoise qui s'appliquera à tous les biens et services, y compris les chambres d'hôtel, que les touristes pourront se la faire rembourser.

Toutefois un touriste étranger ou un touriste canadien qui réside hors du Québec et qui achète un bien de 500 \$ ou plus pourra se faire rembourser la taxe de vente québécoise de 8 %, sur présentation de sa facture, en s'adressant à Revenu Québec.

Mais attention, il y a une petite nuance à l'intention des Canadiens: pour obtenir le remboursement auquel il a droit, un Canadien devra prouver à Revenu Québec qu'il a défrayé la taxe de vente de la province où il réside.

En plus de soulever le mécontentement des touristes étrangers, la TPS fait parler beaucoup d'elle. Surtout aux États-Unis.

L'influent *New York Times* vient de lui consacrer un long article où il rappelle que 12 millions d'Américains visitent le Canada, chaque année, et y dépensent pour plus de 4 milliards \$ de biens et services.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

2500 points offerts cette semaine dans **LE SOLEIL**

Si vous êtes membre du Club, entrez le code suivant: **21118168**

Sinon, composez sans frais, le **1-800-563-8688**

CLUB Multi-points

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE COMPOSEZ **647-3270** OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS LE SOLEIL, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication; jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la Charte des droits et libertés de la personne du Québec (L.R.Q., chapitre C-12). Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

REPRÉSENTANT pour fournisseur étalagiste Territoire: Québec et les environs Automobile fournie et dépenses.

Faire parvenir C.V. au: **Dépt 7599 - Le Soleil 390, Saint-Vallier Est Québec, QC G1K 7J6**

PHARMACIEN(NE) demandé(e) à temps plein

Faire parvenir C.V. au: **Dépt 7600 - Le Soleil 390, Saint-Vallier Est Québec, QC G1K 7J6**

GÉRANT(E) DE SERVICE

Qualifications:

- DEC en électronique depuis un minimum de 10 ans;
- avoir supervisé des techniciens de service pendant au moins cinq (5) ans;
- dynamisme et bilinguisme.

Lieu de travail: Québec.

Rémunération: Le salaire (plus de 35 000\$/an) est à discuter selon les qualifications et l'expérience du candidat.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 2 août 1991 à: **Dépt 7602 - Le Soleil 390, Saint-Vallier Est Québec, QC G1K 7J6**

REPRÉSENTANT(E) AU TÉLÉMARKETING

Compagnie d'assurances générales recherche candidat(e) avec expérience de vente par téléphone pour clientèle établie. La connaissance de l'assurance générale ainsi que la possession d'un permis seraient très souhaitables.

Il est essentiel d'être fiable, autonome et capable d'assumer ses responsabilités.

Salaire fixe et éventuel d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées doivent contacter: **Monsieur Eddy Lacours Le Groupe CUMIS Ltée 2860, chemin des Quatre-Bourgeois Sainte-Foy (Québec) G1V 1Y3 Tél. (418) 659-6790**

WURTH

REPRÉSENTANT

Compagnie prestigieuse de réputation mondiale est à la recherche d'un candidat consciencieux, travailleur, autonome, énergique, pour représenter la compagnie dans la région de Québec. Il visitera les concessionnaires, ateliers de carrosserie, garages indépendants et diverses industries. L'expérience dans la vente de pièces pour automobiles ou dans les pièces serait un atout. Plusieurs avantages sont offerts: salaire, automobile, commission, bonus et avantages sociaux.

Les candidats intéressés sont invités à prendre rendez-vous avec K. Kost au **(416) 890-0598** entre 9 h et 17 h

INFORMATIQUE MULTIHÉXA INC.

Le leader de la formation en micro-informatique est à la recherche de professionnels pour le poste suivant à son bureau de Québec:

Poste: Formateur(trice) (Service technique)

Nature de l'emploi:

- Dispenser les cours suivants:
 - Entretien d'équipement informatique
 - Superviseur de réseau Novell
 - Installation de réseau Novell

Exigences:

- Diplôme d'études collégiales en informatique.
- Deux (2) ans d'expérience au support des usagers.
- Très bonne connaissance du fonctionnement d'un micro-ordinateur et de ses périphériques.
- Très bonne connaissance des réseaux locaux Novell.
- Être familier avec l'installation et la configuration de divers logiciels d'application.

Toute candidature sera traitée confidentiellement. Ces postes s'adressent également aux hommes et aux femmes; veuillez faire parvenir votre C.V. avant le 31 juillet 1991 à l'adresse suivante: **Informatique MultiHexa Inc. Service du personnel 2327, boul. du Versant Nord, bureau 100 Sainte-Foy (Québec) G1N 4C2 QUÉBEC - MONTRÉAL - CHICOUTIMI - BAIE-COMEAU**

BÉTONAG, division ESSROC Canada inc.

L'entreprise est actuellement à la recherche de: **SECRÉTAIRES (2)**

Exigences:

- Secondaire V option secrétariat
- Minimum de un an d'expérience
- Aptitudes de travail général de bureau

Emploi: Temporaire, 3 à 4 mois

Lieu de travail: Saint-Jean-Christostome

Emploi: Temporaire, 3 à 4 mois

Lieu de travail: Saint-Raphaël, comté Bellechasse

Technicien(ne)s contrôle de la qualité

Exigences:

- DEC en génie civil ou l'équivalent
- Minimum de deux années d'expérience
- Aptitudes pour effectuer en usine, sur chantiers et à l'occasion en laboratoire, divers essais physiques

Emploi: Saisonnier, de mars à novembre

Lieu de travail: Saint-Jean-Christostome

Veuillez adresser votre curriculum vitae avant le 2 août à monsieur Claude Dubé au 415, 3e Avenue, C.P. 2070, Saint-Romuald (Québec) G6W 5M3

Nous offrons des chances d'emploi égales à tous.

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DE MÉTAUX REYNOLDS LIMITÉE est présentement à la recherche d'un(e) **ANALYSTE EN PRIX DE REVIENT** pour son bureau de Baie-Comeau

FONCTIONS PRINCIPALES

Compilation et enregistrement des données nécessaires à l'établissement du coût de fabrication et des budgets d'opération, l'analyse des écarts, les études de coûts relatives aux réclamations et aux contrats spéciaux; la participation à la préparation des états financiers.

EXIGENCES

Les candidat(e)s devront:

- détenir un baccalauréat en administration des affaires, option comptabilité;
- être membre des Corporations professionnelles CGA ou CMA, de préférence;
- posséder un minimum de trois (3) ans d'expérience en prix de revient;
- être bilingue;
- connaître le logiciel Lotus 1,2,3.

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 15 août 1991 à: **SOCIÉTÉ CANADIENNE DE MÉTAUX REYNOLDS LIMITÉE À l'attention de Richard Lévesque Surveillant aux Services du personnel 100, route Maritime Baie-Comeau (Québec) G4Z 2H7**

LE LOYER DE L'ARGENT

22-07-91	Comptes d'épargne			Dépôts					Hypothèques								
	Sans chèques	Intérêt quotidien	30-59 jours	60-89 jours	90-119 jours	120-149 jours	150-179 jours	(int. semestriel)				1 an	2 ans	3 ans	5 ans		
Institutions																	
Banque Laurentienne	4,25	4,25-5,50(m)	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	8,50	9,00	9,25	10,00	10,75	11,00	11,25			
Banque Hongkong du Canada	4,75	3,00-5,50	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	8,25	8,75	9,00	9,50	10,00	10,75	11,00	11,25		
Banque de Montréal	4,00	4,00	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	8,00	8,50	8,75	9,00	9,90	10,75	11,00	11,25	(d)	
Banque Nationale	4,25	4,00	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	8,00	8,50	9,00	9,25	10,00	10,75	11,00	11,25		
Banque de Nouvelle-Écosse	4,00	4,25	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	8,00	8,50	8,75	9,00	10,00	10,75	11,00	11,25		
Banque Royale	4,50	4,25(h)	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	8,25	8,75	9,00	9,50	10,00	10,75	11,00	11,50		
Banque Toronto-Dominion	4,25	4,00	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	8,25	8,75	9,00	9,75	10,00	10,75	11,00	11,25		
Caisses populaires	4,00	3,50	5,50	7,23	7,25	7,25	7,25	8,00	8,75	9,25	9,75	10,00	10,75	11,00	11,50		
Canada Trust	—	4,25	7,25	7,25	7,25	7,25	7,25	8,25	8,50	8,75	9,50	10,00	10,75	11,00	11,25		
CIBC	4,25	4,00	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	7,50	7,50	8,00	8,25	10,00	10,75	11,00	11,25		
Fiducie Confédération	—	—	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	9,00	9,50	9,90	10,00	10,25	10,75	11,25	11,25		
Fiducie Desjardins	—	—	7,75	7,75	7,75	7,75	7,75	8,50	8,75	9,25	9,75	10,00	10,75	11,00	11,25		
Fiducie La Métropolitaine	—	—	8,25	8,25	8,25	8,25	8,25	8,75	9,00	9,25	9,875	10,00	10,75	11,00	11,375		
Fiducie Sun Life	—	—	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00	8,50	9,125	9,50	9,90	9,90	10,75	11,00	10,15		
Financière (La)	—	—	6,50	6,50	6,50	7,00	7,00	8,00	8,50	9,00	9,75	10,00	10,75	11,00	11,50		
Montréal Trust	4,00	5,80	7,75	7,75	7,75	7,75	7,75	8,50	8,75	9,00	9,75	10,00	10,75	11,00	11,50		
Société de Fiducie Mutuelle	—	—	8,15	8,30	8,30	8,30	8,30	8,65	8,80	9,10	9,40	10,00	10,75	11,00	11,25		
Société Nat. de Fiducie	—	—	7,75	7,75	7,75	7,75	7,75	8,625	8,875	9,00	9,75	10,00	10,75	11,00	11,25		
Trust Général	4,25	7,67(j)	7,75	7,75	7,75	7,75	7,75	8,50	8,75	9,00	9,75	10,00	10,75	11,00	11,25		
Trust National	—	—	7,75	7,75	7,75	7,75	7,75	8,50	9,00	9,25	9,75	10,00	10,75	11,00	11,25		
Trust Prêt et Revenu	5,75-7,95(c)	4,75-7,95(c)	7,875	7,875	7,875	7,875	7,875	8,50	8,75	9,125	9,875	10,00	10,75	11,00	11,25		
Trust Royal	4,00	3,00-5,50	7,50	7,50	7,75	7,75	7,75	8,50	8,75	9,00	9,75	9,88	10,75	11,00	11,25(e)		

Les taux sont ceux disponibles au moment de la préparation de ce tableau, ils sont donc sujets à révision.

c) pour 50 000 \$ et plus d) hypothèques 7 ans: 11,50 % e) hypothèques 7 ans: 11,25 % h) avec chèques: 3,00 % à 5,50 % j) bénéficiaire +: 100 000 \$ et plus. k) intérêts progressifs m) 10 000 \$ et plus q) encaissable sans pénalité 8,50 %. t) avec chèques: 3,00 % à 7,25 %

COMPILATION: Michèle Séguin

Centres postaux Québec et Sherbrooke sont plus performants

La Société canadienne des postes a enregistré à l'échelle nationale un niveau de rendement atteignant 98 % de son objectif pour le courrier posté et livré dans les centres urbains, au cours du deuxième trimestre de 1991.

tées dans un centre urbain et destinées au même centre, 98 % a été livré dans les deux jours ouvrables; il en va de même pour celles entre deux grands centres urbains d'une même province, mais à l'intérieur de trois jours et de quatre jours pour les lettres entre deux grands centres urbains de provinces différentes.

À Québec et Sherbrooke le rendement grimpe à 99 % dans les trois cas, ce qui en fait les bureaux de poste les plus performants du pays. La région de Montréal (avec Laval et Longueuil) obtient respectivement 99, 97 et 99 %.

La firme note dans son rapport que 80 % de la poste-lettre transportée par la Société des postes proviennent d'une trentaine de grands centres urbains du pays.

Société d'énergie de la Baie James

PROJET

APPEL D'OFFRES N° 91-0404

FOURNITURE PAR COMMANDE OUVERTE DE DIVERS ÉQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES INFORMATIQUES

Date et heure limites de réception des soumissions: Le mardi 20 août 1991 à 15 h 30, heure de Montréal

Garantie de soumission: aucune

Prix du document: 25 \$ (toutes taxes incluses)

Les documents d'appels d'offres peuvent être achetés ou consultés sur place, du lundi au vendredi inclusivement, de 9 h à 12 h et de 13 h à 16 h 30 à l'endroit suivant:

SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE DE LA BAIE JAMES
Direction Approvisionnement
22e étage
800, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec)
H2L 4M8

Le paiement des documents s'effectue par chèque visé ou mandat fait à l'ordre de la Société d'énergie de la Baie James et n'est pas remboursable.

Seules les personnes, sociétés, compagnies ou sociétés en coparticipation ayant une place d'affaires au Québec et qui ont acheté le document d'appel d'offres de la Société d'énergie de la Baie James peuvent soumissionner. Cette dernière n'est pas tenue d'accepter la plus basse ni aucune des autres soumissions.

Pour obtenir le document d'appel d'offres ou pour tout renseignement supplémentaire concernant le document d'appel d'offres, veuillez communiquer avec Mme Susie Léveslé au (514) 985-7900.

Richard Toupin
Chef de service Achats

Appel d'offres

Société canadienne d'hypothèques et de logement Canada Mortgage and Housing Corporation Société d'habitation du Québec

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Le ministre de l'Environnement du Québec demande des soumissions auprès des firmes d'entrepreneurs spécialisés pour la réalisation des travaux de restauration du dépôt de pneus incendiés de Saint-Amable.

Le travail consiste en l'excavation, la ségrégation, l'entreposage et/ou l'élimination et/ou le recyclage et le déchetage de divers matériaux se trouvant dans le dépôt de pneus incendiés de Saint-Amable suivant un devis établi.

INFORMATIONS

Les fournisseurs intéressés peuvent se procurer la copie des documents d'appel d'offres, du lundi au vendredi, à partir du 24 juillet 1991, entre 8 h 30 et 12 h, et entre 13 h et 16 h 30 à l'adresse suivante. Les fournisseurs intéressés devront communiquer au numéro indiqué ci-dessous avant de se présenter.

GOVERNEMENT DU QUÉBEC
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
DIRECTION RÉGIONALE DE LA MONTRÉGIE
EDIFICE MONTVAL
201, PLACE CHARLES-LEMOYNE, 2e ÉTAGE
LONGUEUIL (QUÉBEC)
J4K 2T5
TÉLÉPHONE: (514) 646-1434
À L'ATTENTION DE MONSIEUR MARIO FONTAINE
VISITE DE TERRAIN

Une visite du site des travaux, en présence d'un représentant du MENVIQ, est prévue le mardi 30 juillet 1991 entre 13 h 30 et 15 h 30.

CLÔTURE DES SOUMISSIONS

Les soumissions seront reçues à l'adresse ci-haut mentionnée jusqu'à 15 heures, le vendredi 9 août 1991. Le ministre de l'Environnement du Québec ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues. L'ouverture des soumissions se fera immédiatement après la clôture des soumissions.

GARANTIE DE SOUMISSION

Les soumissions devront être accompagnées d'une garantie ferme de cautionnement au montant de six cent dix mille dollars (610 000 \$) ou d'un chèque visé au montant de trois cent cinq mille dollars (305 000 \$).

CONDITIONS GÉNÉRALES

Seules sont admises à soumissionner les firmes ayant leur principale place d'affaires au Québec et qui ont commandé en leur propre nom une copie des documents d'appel d'offres.

CONDITIONS D'ADJUDICATION

Si le fournisseur compte plus de cent (100) employés, il devra être détenteur d'une attestation émise par le ministre des Approvisionnements et Services, à l'effet qu'il s'engage à implanter un programme d'accès à l'égalité conforme à la Charte des droits et libertés de la personne, si le contrat lui est adjugé.

L'obligation stipulée au paragraphe précédent s'impose pour tout sous-traitant d'un montant de 100 000 \$ ou plus et s'adressant à un sous-contractant ayant plus de cent (100) employés.

LE SOUS-MINISTRE ANDRÉ TRUDEAU

EN UN CLIN D'OEIL

TPS: délai pour les petites entreprises

OTTAWA (PC) — Le ministre du Revenu a fait savoir, hier, qu'il prolongeait la période accordée aux petites entreprises pour réclamer un crédit spécial de transition pour la TPS. Ce crédit a pour but d'aider à défrayer les coûts d'administration de la taxe de 7 % sur les produits et services. Les petites entreprises qui enregistrent la perception de la TPS sur une base mensuelle ou trimestrielle pouvaient réclamer le crédit (qui va de 300 \$ à un maximum de 1000 \$) à la fin de leur premier trimestre fiscal complet de 1991. Le crédit peut maintenant être réclamé sur toute perception de la TPS couvrant une période déterminée se terminant en 1991.

AmEx: chute de 20 % du bénéfice trimestriel

NEW YORK — American Express, l'un des premiers groupes américains de services financiers, a encaissé une chute de 20 % de son bénéfice net au second trimestre 1991 par rapport à la même période en 1990. Ce recul marqué du résultat trimestriel s'explique en partie par une charge de 144 millions \$ US prise par sa filiale Shearson Lehman Brothers pour couvrir une perte subie dans un investissement dans la compagnie d'assurance défaillante First Capital Holdings Corp. Pour les trois mois arrêtés au 30 juin, American Express a réalisé un bénéfice net de 256 millions \$ (0,53 \$ par action) contre 320 millions \$ (0,73 \$) un an auparavant sur un chiffre d'affaires en hausse de 4,9 % à 6,36 milliards \$ contre 6,06 milliards \$.

Le fonds ABR investira dans Les Boutiques San Francisco

MONTRÉAL — L'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal (ABR) a conclu une entente de principe avec Les Boutiques San Francisco pour acheter au cours des prochaines semaines 500 000 actions ordinaires à 8 \$ l'action (12,5 % du capital-actions de San Francisco) détenues par l'actionnaire principal, M. Paul Delage Roberge. Cela portera à 528 400 actions ordinaires et 21 600 actions privilégiées de catégorie B, série 2, la participation de cette caisse de retraite dans l'entreprise.

Sofitech inc. déménage et inaugure un bureau

QUÉBEC — Informatique Sofitech inc. qui oeuvre depuis 1989 dans le domaine de la formation pour les analystes en informatique, a déménagé son bureau de Québec au 1173 du boulevard Charest ouest et ouvert une nouvelle succursale à Anjou afin d'intensifier ses activités dans la région montréalaise.

Délai de 7 semaines aux acheteurs de De Havilland

TORONTO — Le soumissionnaire intéressé à l'acquisition de la division De Havilland, Aérospatiale de France et Alenia d'Italie, vient d'obtenir un délai de sept semaines afin d'améliorer son offre. Le constructeur d'avions américain Boeing avait accepté l'offre de deux avionneries qui appartiennent à l'État mais Investissement Canada, qui a jugé que l'offre ne serait pas profitable pour le pays, a demandé au groupe de l'améliorer. Celui-ci avait d'abord eu jusqu'à samedi dernier pour s'exécuter, puis a obtenu une extension jusqu'à septembre.

10 000 suppressions d'emplois chez le groupe informatique Unisys

BLUE BELL (AFP) — Unisys Corp., quatrième groupe informatique américain, a annoncé hier un important programme de restructuration prévoyant 10 000 suppressions d'emplois ainsi qu'une perte de 1,3 milliard \$ au 2e trimestre de son exercice 1991. Unisys a également indiqué qu'il réduirait la gamme de ses produits offerts actuellement. Un an auparavant, le groupe, dont le siège se trouve dans la banlieue de Philadelphie (Pennsylvanie), avait enregistré un bénéfice net de 11,8 millions \$. Les suppressions d'emplois décidées représentent 13,2 % des effectifs du groupe. Unisys compte quelque 60 000 clients dans 100 pays.

Croissance de 24 % pour Le Groupe Jean Coutu inc.

MONTRÉAL — Le Groupe Jean Coutu a réalisé des revenus consolidés de 644 millions \$ pour son année financière terminée le 31 mai dernier, soit une augmentation de 24 % comparativement à l'exercice précédent. La hausse vient d'un accroissement des ventes de 16 % du réseau canadien et de la contribution pour les six derniers mois des 16 pharmacies américaines Douglas Drug. Le bénéfice net consolidé s'est établi à 30 millions \$ (1,16 \$ l'action) en croissance de 8,5 %. Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action à droit de vote subalterne catégorie A et par action catégorie B.

Nouveau chef de l'exploitation chez Blochem

MONTRÉAL — La compagnie Biochem a annoncé hier la nomination de M. Philippe Lacaille au poste de vice-président exécutif et chef de l'exploitation. M. Lacaille était auparavant chargé de l'organisation et de l'exploitation d'un groupe de produits ophtalmiques et thérapeutiques pour une multinationale en Amérique et en Europe, au sein de laquelle il occupait un poste de vice-président et directeur-général.



Les Canadiens vivent mieux qu'en 1960

OTTAWA (d'après PC) — Selon beaucoup de gens, 1950 et 1960 étaient les belles années. Mais pas pour l'économiste Tom McCormack, qui vient de terminer une étude sur l'état des finances des Canadiens depuis cette période.

Selon lui, les Canadiens vivent mieux aujourd'hui qu'il y a 30 ans. Même en tenant compte de la croissance rapide de l'inflation et des taxes, le consommateur moyen a maintenant beaucoup plus d'argent à dépenser pour des produits de luxe, affirme-t-il.

Mais pourquoi donc cette fascination pour les années 50 et 60 ?

L'une des raisons serait que la croissance des revenus s'est stabilisée et s'est même mise à diminuer au cours des dernières années alors que le fardeau fiscal, lui, s'est alourdi.

M. McCormack estime que le revenu moyen d'un ménage en 1960 est aujourd'hui neuf fois plus élevé, et atteint environ 62 000 \$ en 1990.

Ce montant ne tient pas seulement compte du revenu provenant d'un emploi mais aussi des richesses accumulées, comme les intérêts provenant des caisses de retraite.

Il faut admettre que l'inflation

et les taxes ont saigné à blanc les ménages canadiens depuis les 30 dernières années. Les prix à la consommation sont cinq fois plus élevés aujourd'hui qu'en 1960, alors que le fardeau fiscal d'un ménage moyen a doublé.

Le témoignage du gouverneur de la Banque d'Angleterre blanchit Major

LONDRES (AFP) — Le gouverneur de la Banque d'Angleterre a blanchi hier le premier ministre britannique John Major de toute connaissance préalable des irrégularités commises par la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), mais il a avoué en revanche que la banque centrale avait été avertie dès 1990 de transactions « soit fausses soit trompeuses » et dès 1988 de liens avec le terrorisme.

Lors d'une déposition devant la Commission des finances de la Chambre des communes, M. Robin Leigh-Pemberton a estimé que

70 % plus d'argent aujourd'hui

Mais après avoir étudié l'impact des taxes et de l'inflation sur le revenu brut, M. McCormack en vient à la conclusion qu'un ménage moyen disposait d'un revenu et de richesses accumulées totalisant 47 900 \$ en 1990. Comparativement, en 1960, ce revenu se chiffrait à 28 150 \$, c'est-à-dire 70 % de moins.

Si l'on emploie une définition plus restreinte du revenu, un mé-

nage dispose d'un revenu net d'impôt moyen de 37 500 \$ aujourd'hui, soit 91 % de plus qu'il y a 30 ans, ajoute M. McCormack.

Les Canadiens ont maintenant accès à d'importantes sources de richesse qu'ils ne possédaient pas dans les années 60. Ils ont beaucoup épargné et investi durant les 30 dernières années, ce qui s'est traduit par une hausse des intérêts, des dividendes et d'autres revenus d'investissement.

mars 1988 de l'existence de comptes liés au terrorisme. Une enquête interne avec la collaboration de Scotland Yard et des services secrets avait alors été lancée.

Interrogé par la Commission des finances, M. Leigh-Pemberton a répondu que M. Major, alors chancelier de l'Échiquier, avait parlé avec lui en termes généraux de la situation de la BCCI à « deux ou trois reprises » l'an dernier. Mais le gouverneur a assuré qu'il ne lui avait pas communiqué les conclusions de deux rapports de Price Waterhouse, en avril et octobre 1990, qui révélaient des irrégularités à la BCCI.

Après que la BCCI eut plaidé coupable de blanchiment de narcodollars en janvier 1990 en Floride, la Banque d'Angleterre avait enquêté sur la possibilité de ramifications en Grande-Bretagne mais « aucune preuve n'avait été trouvée que les dirigeants (britanniques) étaient impliqués », a précisé M. Leigh-Pemberton.

Documents compromettants

Des documents de la BCCI ont été trouvés dans un entrepôt qui a brûlé cinq jours après la fermeture de la banque pour fraude, a révélé hier soir le syndicat des pompiers.

Les pompiers avaient trouvé et photographié des dossiers et papiers marqués BCCI, non loin de l'endroit où le feu avait pris.

« Naturellement nous cherchons à recueillir toutes les informations possibles. Mais pour l'instant ce serait pure spéculation d'affirmer qu'il s'agit d'un incendie volontaire. Et même si c'était le cas, nous ne pourrions pas dire qui aurait mis le feu », a conclu le porte-parole.



Georges ANGERS

Visa le noir, tua le blanc

Farfelue ou pas, la croisade anti-corruption menée par l'homme d'affaires Glen Kealey contre le gouvernement conservateur a déjà fait une première victime, l'économie canadienne.

Les accusations privées de fraude et de corruption portées par M. Kealey contre 13 conservateurs fédéraux et trois dirigeants de la Gendarmerie royale du Canada ont en effet provoqué la chute du dollar canadien sur les marchés de change, une chute qui n'a pu être freinée que par une intervention massive de la Banque du Canada.

Or cette intervention, essentielle au maintien de la stabilité de notre monnaie, risque de coûter très cher à l'ensemble de l'économie canadienne car elle entraînera, de l'avis de tous les experts, une augmentation des taux d'intérêt à court terme.

Pour éviter que notre dollar ne dégingole, le gouverneur de la Banque du Canada, John Crow, a dû consentir en effet à une hausse des taux d'intérêt à court terme. Lundi soir, le taux sur les bons du trésor à échéance de trois mois avait grimpé à 9,05 %.

Si ce taux devait se maintenir jusqu'à demain, cela pourrait signifier un bon de 35 centièmes de point du taux d'escompte de la Banque du Canada qui passerait ainsi de 8,95 % à 9,30 %. A tous les jeudis, notre banque centrale fixe son taux d'escompte en ajoutant 0,25 de point au taux d'intérêt moyen des bons du trésor à échéance de trois mois depuis le vendredi précédent.

Une telle augmentation du taux d'escompte de la Banque du Canada risque par ailleurs d'inciter les grandes banques du pays à augmenter parallèlement leur taux préférentiel, c'est-à-dire le taux d'intérêt qu'elles chargent à leurs meilleurs clients.

Or toute augmentation du taux préférentiel des banques entraîne habituellement une hausse de tous les autres taux d'intérêt (hypothécaires, personnels, etc.).

Conséquence ultime de tout ce mouvement dans le coût du crédit : la reprise économique, à peine amorcée, pourrait être déjà compromise.

En effet, on estime généralement que ce début de reprise s'est appuyée essentiellement sur la vente de maisons et d'automobiles, deux items particulièrement sensibles aux taux d'intérêt. C'est pourquoi on craint qu'une augmentation du coût du crédit ne vienne stopper abruptement la reprise.

Tout cela parce qu'un individu a réussi à persuader un juge de paix de l'Ontario de lui permettre de porter des accusations contre 16 personnes liées d'une façon ou d'une autre au pouvoir actuellement en place à Ottawa.

Insensibles à certains principes de droit, notamment la présomption d'innocence, les marchés financiers internationaux ont immédiatement réagi en vendant massivement leurs dollars canadiens. Les Japonais, vraisemblablement plus sensibles aux scandales..., ont été les premiers à réagir ainsi.

Tout cela est profondément désolant, surtout quand on considère les progrès bien réels accomplis par l'économie canadienne depuis quelques mois, notamment au chapitre de l'inflation.

En effet, l'objectif du gouvernement fédéral et de la Banque du Canada de ramener le taux d'inflation à 3 % d'ici la fin de 1992 est déjà atteint.

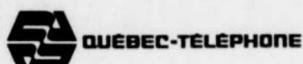
Le chiffre de 6,3 % d'inflation en juin qui a été publié vendredi est en effet trompeur. Il compare les prix d'une année à l'autre.

La mesure privilégiée par les spécialistes porte sur des périodes de trois mois. Ainsi pour la période mars/avril/mai, le taux annualisé d'inflation était de 3,2 %; pour celle d'avril/mai/juin, il était descendu sous la barre des 3 % à 2,9 %. Cette mesure permet de mieux vérifier les tendances de fond, selon les spécialistes.

De bonnes nouvelles, donc, sur le front de la lutte contre l'inflation au Canada qui ne semblent malheureusement pas faire le poids. Cela en dit long sur la supposée sagesse des milieux financiers et sur la fragilité de tout le système.

Profits pour Rothmans

TORONTO (PC) — Détenteur d'une action dans la société Rothmans, le Dr Michael Goodyear, porte-parole de Physicians for a Smoke-Free Canada, a profité de la réunion annuelle des actionnaires, hier, pour s'enquérir si la compagnie avait des projets de diversification, étant donné que la consommation du tabac a diminué de 40 % au pays depuis 1982. Le président et chef de la direction de Rothmans, M. Joseph Hefferman, lui a signalé, comme réponse, que les bénéfices de la compagnie ont augmenté de 7,2 % à 43,3 millions \$, au cours de l'exercice financier se terminant le 31 mars dernier. C'est la quatrième hausse de profits consécutive depuis que Rothmans a fusionné avec Benson and Hedges Canada, en 1986. Rothmans possède environ 26 % du marché, Imperial Tobacco plus de 50 % et RJR-MacDonald, le reste.



NOMINATIONS



M. Gilles Laroche



M. Claude Lucas

Monsieur Raymond Sirois, président du conseil d'administration et chef de la direction de Québec-Téléphone, annonce la création de deux nouveaux postes à la direction de l'entreprise. Monsieur Gilles Laroche, antérieurement vice-président, service aux clients, se voit confier la fonction de président et chef de l'exploitation. Monsieur Claude Lucas, qui était vice-président, génie, devient vice-président, exploitation, cumulant la responsabilité du service aux clients et du génie.

Annexe B

AVIS AUX ACTIONNAIRES DE ALLIED VAN LINES LIMITED

Bruce R. Naylor, administrateur de Allied Van Lines Limited («Allied») et président de Tippet-Richardson Limited, actionnaire de Allied, saisira le tribunal d'une demande (la «demande») le 9 août 1991 aux termes des articles 241 et 243 de la Loi sur les sociétés par actions (Canada) pour obtenir une ordonnance établissant que les personnes nommées ci-dessous sont les actionnaires de Allied et qu'elles sont propriétaires du nombre d'actions présenté en regard de leur nom au 17 juillet 1991 et pour rectifier les registres et livres de Allied de sorte qu'ils reflètent les renseignements suivants:

Nom de l'actionnaire	Nombre d'actions	Catégorie d'actions
Abbey Moving & Storage Niagara Ltd.	6 000	Ordinaire
		Catégorie C
Bigham The Mover Limited	65 500	Ordinaire
		Catégorie C
Carswell Moving & Storage Ltd.	135 000	Ordinaire
		Catégorie C
City Movers (Kirkland Lake) Limited	23 822	Ordinaire
		Catégorie C
Dave's Transport Inc.	41 644	Ordinaire
		Catégorie C
Déménagements J.G. Cotnoir (Rouyn) Inc.	62 466	Ordinaire
		Catégorie C
Déménagement Moderne Ltée	41 644	Ordinaire
		Catégorie C
Déménagement Paradis Ltée	70 100	Ordinaire
		Catégorie C
Fidelity Van & Storage Company Inc.	112 000	Ordinaire
		Catégorie C
Hudson Movers Inc.	59 466	Ordinaire
		Catégorie C
Jenkins Transfer Limited	52 510	Ordinaire
		Catégorie C
Johnson Van & Storage Ltd.	61 500	Ordinaire
		Catégorie C
Killeens Transfer Limited	23 822	Ordinaire
		Catégorie C
Léo Valois & Fils Inc.	27 522	Ordinaire
		Catégorie C
Mohawk Terminals Ltd.	23 822	Ordinaire
		Catégorie C
Motorways (1980) Limited	23 822	Ordinaire
		Catégorie C
Parsons Moving & Storage Ltd.	63 466	Ordinaire
		Catégorie C
Plaza Delivery Ltd.	23 822	Ordinaire
		Catégorie C
Polaris Moving & Storage (1990) Ltd.	59 466	Ordinaire
		Catégorie C
Preston Moving & Storage Limited	33 822	Ordinaire
		Catégorie C
Rawlinson Moving & Storage Limited	61 500	Ordinaire
		Catégorie C
Reid's Transfer & Storage Limited	46 000	Ordinaire
		Catégorie C
Scott Haulage Limited	23 822	Ordinaire
		Catégorie C
St. George Transportation Ltd.	116 000	Ordinaire
		Catégorie C
Thompson's Transfer Company Ltd.	184 380	Ordinaire
		Catégorie C
Tippet-Richardson Limited	661 175	Ordinaire
		Catégorie C
Twin H Moving & Storage Ltd.	95 100	Ordinaire
		Catégorie C
Vaughan's Moving & Storage Co. Ltd.	36 000	Ordinaire
		Catégorie C
Victoria Van & Storage Co. Ltd.	122 200	Ordinaire
		Catégorie C
Wallace Warehouse and Cartage Ltd.	288 705	Ordinaire
		Catégorie C
West Transfer (1985) Limited	37 800	Ordinaire
		Catégorie C
Western Cartage & Storage (1982) Ltd.	919 536	Ordinaire
		Catégorie C
Winder's Moving (1986) Ltd.	27 250	Ordinaire
		Catégorie C
Armstrong Van & Storage Limited	77 574	Spécial, série I
		Spécial, série I
Déménagement Joron Ltée	23 822	Spécial, série I

Toute personne qui prétend être un actionnaire de Allied et dont le nom ne figure pas à cette liste ou qui veut modifier ou rectifier les renseignements présentés ci-dessus doit signifier un avis de comparaison à Allied et à Bruce R. Naylor, déposer cet avis au tribunal au plus tard à 14 h le 8 août 1991 et se présenter au tribunal lorsqu'il sera saisi de la demande pour soutenir ces modifications, rectifications ou revendications. En l'absence de revendications, l'ordonnance du tribunal est finale et a force exécutoire. Allied et ses administrateurs, dirigeants, actionnaires et représentants seront libérés de toute responsabilité ou poursuite que ce soit se rapportant à ce qui précède. À MOINS QU'UNE PERSONNE NE SE PRÉSENTE DEVANT LE TRIBUNAL POUR CONTESTER LA LISTE PARAISSANT CI-DESSUS. SA CAPACITÉ DE LE FAIRE PRENDRA FIN ET SES DROITS, LE CAS ÉCHÉANT, DE REVENDIQUER UN TITRE DE PROPRIÉTÉ DANS ALLIED S'ÉTEINDRONT.

Les intéressés qui désirent obtenir plus de renseignements sur la demande peuvent communiquer avec Allied au 110, chemin Ridgeway, Scarborough (Ontario) M1P 2K1, tél. : (416) 293-3601, téléc. : (416) 293-3076, à l'attention de Bruce R. Naylor.



AVIS PUBLIC

Prenez avis que le conseil des commissaires de la Commission scolaire de la Jeune-Lorette tiendra une réunion régulière le lundi 19 août 1991 à dix-neuf heures trente (19h30) au siège social de la commission scolaire, 184, rue Racine à Loretteville. Lors de cette réunion les membres du conseil des commissaires examineront le budget pour l'exercice financier 1991-1992 et procéderont à son adoption s'il y a lieu.

Le présent avis est donné conformément à l'article 278 de la Loi sur l'instruction publique (L.O. 1988, C.84)

Donné à Loretteville ce 24 juillet 1991

Le secrétaire général, Raynald Campagna



CONCESSION DISPONIBLE CAMIONS WESTERN STAR INC.

Camions Western Star inc., un fabricant de camions classe 8, spécialement utilisés pour les gros travaux, est à la recherche de personnes ayant une expérience de l'industrie, pour détenir une concession de vente, pièces et service dans la région de Québec.

Les personnes intéressées sont priées de contacter:

M. Alan W. Spence
Gérant, Développement de concessionnaire
Western Star Trucks Inc.
4905, boul. Timberlea
Mississauga (Ontario)
L4W 3W4 1-800-268-0407

Lauralco fait appel aux solutions de Québec-Téléphone pour optimiser ses communications d'affaires



On reconnaît sur la photo : M. Paul Samson, gérant des ventes de Québec-Téléphone, M. Peter E. Ayles, directeur général de Lauralco et M. Michel Bernier, gérant du projet pour Québec-Téléphone.

Pour accroître la synergie de ses opérations à Deschambault, l'Aluminerie Lauralco a fait appel au savoir-faire de Québec-Téléphone.

En accordant le contrat de son important système de télécommunications à un fournisseur bien enraciné chez nous, Lauralco tire profit de

solutions innovatrices, mais contribue aussi à la stabilité des emplois dans notre milieu.

La confiance qu'elle témoigne aux ressources de Québec-Téléphone lui portera chance, car c'est la reconnaissance d'une tradition régionale de bon service et de fiabilité.

CGP 9101-1002

Publicité

Manoir Richelieu

« PLUS QUE JAMAIS À VOTRE SERVICE »

CROISIÈRE AUX BALEINES

Incluant: 2 couchers, 2 soupers, 2 petits déjeuners, 1 croisière aux baleines, transport non inclus, TPS non incluse, pourboires inclus, activités de l'hôtel.

Jusqu'au 15 août 1991 **396\$** occ. simple **262\$** par pers., occ. double

Du 16 août au 14 octobre 1991 **368\$** occ. simple **248\$** par pers., occ. double

CROISIÈRE SUR LE SAGUENAY

Incluant: 2 couchers, 2 soupers, 2 petits déjeuners, 1 croisière sur le Saguenay de 4h30, transport non inclus, TPS non incluse, pourboires inclus, activités de l'hôtel.

Jusqu'au 15 août 1991 **406\$** occ. simple **272\$** par pers., occ. double

Du 16 août au 14 octobre 1991 **378\$** occ. simple **258\$** par pers., occ. double

CROISIÈRE HAUTES-GORGES

Incluant: 2 couchers, 2 soupers, 2 petits déjeuners, 1 croisière aux Hautes-Gorges de rivière Malbaie, transport non inclus, TPS non incluse, pourboires inclus, activités de l'hôtel.

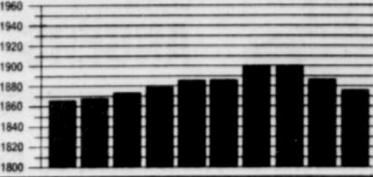
Jusqu'au 15 août 1991 **384\$** occ. simple **250\$** par pers., occ. double

Du 16 août au 14 octobre 1991 **356\$** occ. simple **236\$** par pers., occ. double

181, rue Richelieu, Pointe-au-Pic, Charlevoix (Québec) G0T 1M0
Pour informations et réservations: 1-800-463-2613

LE MARCHÉ BOURSIER

MONTREAL Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 1876,33, en baisse de 11,63. Volume des transactions : 4,4 millions d'actions. Titres en hausse : 94. Titres en baisse : 138. Titres inchangés : 137.

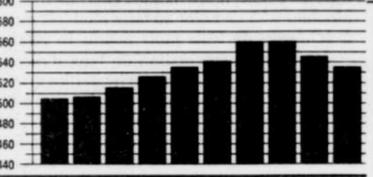
Table with columns: Titres, Ventes, Hausse, Bas, Fermé, Changement. Lists various stock symbols and their price movements.

Table with columns: Titres, Ventes, Hausse, Bas, Fermé, Changement. Lists various stock symbols and their price movements.

Table with columns: Symbol, Price, Change, Volume. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change, Volume. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

TORONTO Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 3535,37 en baisse de 10,01. Volume des transactions : 19,3 millions d'actions. Titres en hausse : 237. Titres en baisse : 297. Titres inchangés : 304.

Table with columns: Titres, Ventes, Hausse, Bas, Fermé, Changement. Lists various stock symbols and their price movements.

Table with columns: Titres, Ventes, Hausse, Bas, Fermé, Changement. Lists various stock symbols and their price movements.

Table with columns: Symbol, Price, Change, Volume. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

Table with columns: Symbol, Price, Change, Volume. Lists various stock symbols and their current prices and changes.

LES FONDS MUTUELS

Table listing various mutual funds with columns: Name, Price, Change, Volume. Includes categories like H-A-L, D-A-G, M-A-O, and M-A-S.

LES TITRES AU COMPTOIR

Table listing various over-the-counter stocks with columns: Symbol, Price, Change, Volume. Includes categories like M-A-S, M-A-O, and M-A-L.

LES OBLIGATIONS

Table listing various bonds with columns: Symbol, Price, Change, Volume. Includes categories like M-A-S, M-A-O, and M-A-L.

LES CÉRÉALES

WINNIPEG (PC) - Les cours des grains étoient en hausse hier, au marché à terme de Winnipeg.

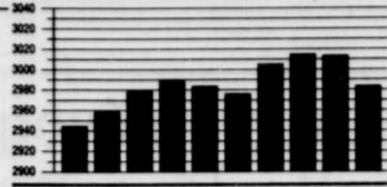
LES OBLIGATIONS

TORONTO (PC) - L'activité était modérée hier, dans le marché canadien des obligations. Le court terme a gagné 10 cents.

LES OBLIGATIONS

TORONTO (PC) - L'activité était modérée hier, dans le marché canadien des obligations. Le court terme a gagné 10 cents.

NEW YORK Tendances des 10 derniers jours



Indice des valeurs industrielles : 2983,23, en baisse de 29,74. Volume des transactions : 148,9 millions d'actions. Titres en hausse : 559. Titres en baisse : 1007. Titres inchangés : 501.

Table of stock market data including indices (DAX, S&P 500, etc.), volume, and price changes for various sectors and individual stocks.

Table of stock market data for various companies, including names, prices, and percentage changes.

Table of stock market data for various companies, including names, prices, and percentage changes.

LES OPTIONS TRANSGIÉES

Table of financial options data, including call and put options for various stocks, with columns for strike price, volume, and price.

LES MONNAIES

Table of exchange rates for various international currencies, including the Canadian dollar, Japanese yen, and others.

LES BÉNÉFICES

Table of corporate earnings data, showing quarterly and annual profits for various companies.

Large advertisement for 'TRAGES ENSOLEILLÉS' (Sun-bleached clothing) featuring a car, a person, and a large '99' graphic. Text includes 'Faites vite! Devenez membre du CLUB Multi-points', 'RABAIS TRÈS TRÈS ENSOLEILLÉS', and '9900 MULTI-POINTS'. Logos for Les Soleil, Cité 107.5 FM, Videotron, and others are present.

LE MONDE

Puits du Golfe: Bush cache de l'information

OTTAWA (d'après PC) — Le gouvernement américain dissimule des informations nécessaires à l'évaluation des effets des feux ravageant les puits de pétrole du Koweït, soutient une équipe des Amis de la Terre de retour d'une mission dans le golfe Persique.

Ancien ambassadeur canadien au Koweït et dans d'autres pays du Golfe, M. James George, qui dirigeait la mission de sept personnes — cinq experts américains et un scientifique italien — a maintenu en conférence de presse hier que la situation des incendies au Koweït était plus grave que les Américains ne veulent le laisser croire et qu'il faut l'intensifier.

Selon les constatations de l'équipe d'experts environnementaux, les feux les plus importants ne sont toujours pas éteints, du pétrole répandu sur le sol s'enflamme et la fumée atteint une altitude plus élevée que ce qui avait été estimée. La hauteur des fumées est un élément essentiel pour déterminer leurs effets éventuels sur le climat de la planète.

Une des préoccupations de l'équipe est que cela puisse affecter la température de l'océan Indien et nuire aux moussons au-dessus du sous-continent indien. Ces moussons sont créées par l'évaporation de l'eau de cet océan.

« Ce n'est pas encore un désastre mais si les feux se poursuivent encore trois ou quatre ans, le temps que prévoient les experts pour les éteindre, on fera face à une urgence environnementale globale, un Tchernobyl pétrolier », a souligné M. George.

L'ancien diplomate a rappelé que 100 millions\$ s'envolaient chaque jour en fumée en dégageant entre un et deux millions de tonnes de dioxyde de carbone, une des principaux gaz responsables du réchauffement de la planète. Cela équivaut, sur une base annuelle, à toute la production canadienne de CO2 et à un % de toute la production mondiale, a-t-il ajouté.

Le groupe mandaté par les Amis de la Terre International soutient aussi qu'à moins d'un effort concerté de la communauté internationale, les feux ne pourront pas être éteints avant le printemps prochain comme l'espéraient les Koweïtiens.

Les Amis de la Terre invite le Canada à prendre les devants pour former une nouvelle coalition dans le cadre des Nations-Unies pour lutter cette fois contre les incendies qui détruisent les puits de pétrole. Selon eux, il est évident que les Etats-Unis n'exerceront pas le leadership dans ce domaine.

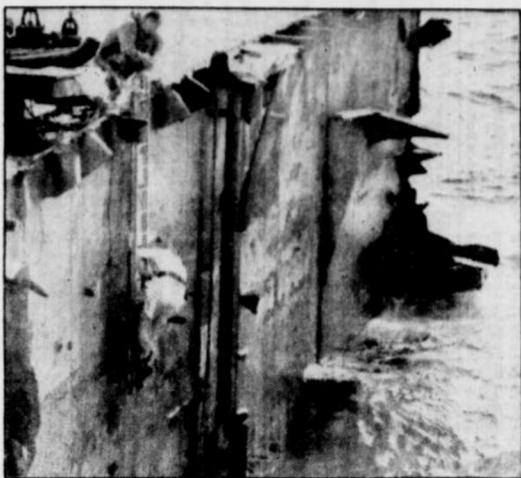
Le suicide d'un bouclier humain

LONDRES (AP, AFP) — Un citoyen britannique qui avait été utilisé comme « bouclier humain » lors de la crise du Golfe, n'a apparemment pas supporté les conséquences psychologiques de cet épisode tragique et s'est donné la mort, a annoncé hier son épouse.

Clive Stringer, 47 ans, habitant Lower Lelant, à 250 kilomètres au sud-est de Londres, s'est donné la mort le 11 juin dans son garage en se tirant une balle dans la tête, a-t-elle précisé.

Employé des Kuwait Airlines, M. Stringer avait fait partie des 1400 Britanniques (sur les 21 000 otages occidentaux) détenus par l'Irak pendant la crise du Golfe. En compagnie d'autres personnes, il avait été détenu pendant quatre mois dans une aciérie de Bassorah comme « bouclier humain ».

Libéré peu avant Noël 90, Clive Stringer était rentré dans son foyer. Mais « le vrai Clive n'est jamais revenu. Il avait complètement changé. Avant, il était plein de vie et de confiance. Ce n'était plus le cas à son retour », a confié sa veuve, Pauline, qui a ajouté que son mari avait suivi un traitement psychiatrique et qu'il consommait des anti-dépresseurs.



Une fuite de pétrole

Le plongeur australien Jim Phillips tentait hier colmater une fuite de la proue arrachée du pétrolier grec « Kirki ». L'importante marée noire provoquée dimanche par le naufrage du navire au large des côtes occidentales de l'Australie a atteint hier les rivages des îles Fishermen, à 200 kilomètres au nord de Perth. Une catastrophe écologique n'est pas en vue du fait des barrages flottants et des vents favorables qui éloignent la nappe du rivage.

Irak: Washington évoque la levée partielle des sanctions

WASHINGTON (Reuter, AFP) — Le président George Bush a déclaré hier qu'il ne voulait pas que les Irakiens innocents souffrent de l'embargo économique et a évoqué la possibilité d'une levée partielle des sanctions contre l'Irak.

« Nous allons voir ce que nous pouvons faire », a dit le président américain qui a eu un entretien avec le prince Sadruddine Aga Khan, de retour d'une mission humanitaire de l'ONU en Irak. Celui-ci avait fait valoir la veille que si rien n'était fait, les Irakiens feraient face à la famine dès l'automne prochain.

« Les Etats-Unis ne vont pas laisser des femmes et des enfants innocents souffrir là-bas. (...) Notre conflit n'est pas avec ces femmes et ces enfants d'Irak, mais avec le dictateur », a-t-il déclaré.

George Bush a cependant souligné que l'Irak avait volé au Koweït une quantité d'or estimée à

un milliard\$ US et avait des ressources pour faire face aux pénuries dont souffre son peuple.

« L'Irak a plusieurs possibilités, ses propres ressources dans le pays, la possible libération des ses avoirs à l'étranger », a-t-il dit. « C'est une question qui est discutée à l'ONU ».

L'Irak toujours suspect

De source proche de l'administration américaine, on n'en a pas moins déclaré hier que les Etats-Unis envisageaient d'autoriser l'Irak à exporter une quantité limitée de pétrole pour pouvoir acheter des vivres et des médicaments.

« Nous procédons à une révision », a déclaré un responsable du gouvernement américain.

« Plusieurs options sont en discussion entre les partenaires de la coalition », a-t-il ajouté.

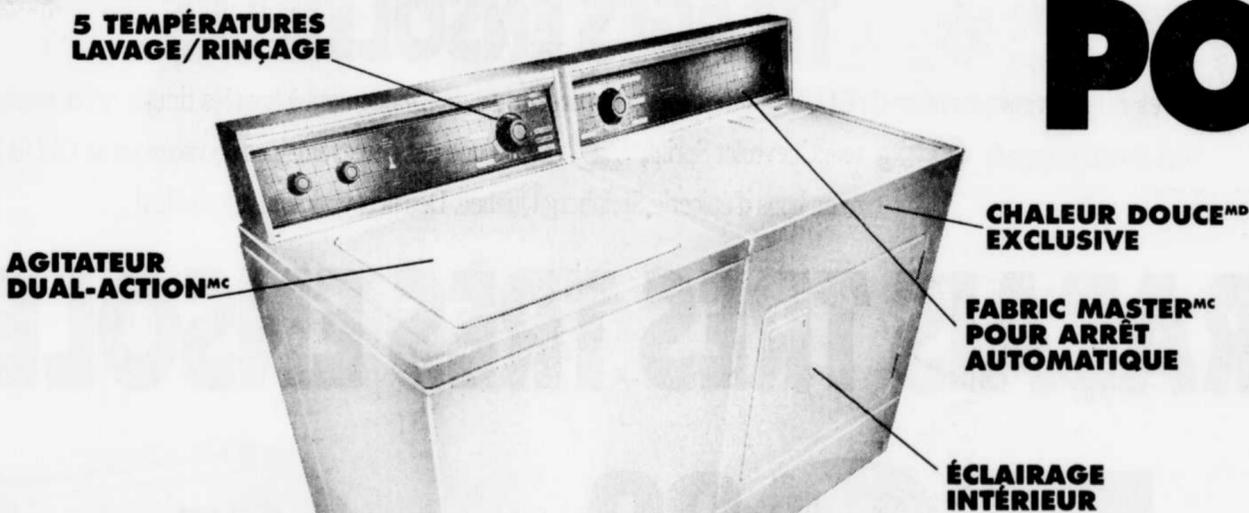
L'Irak a, de fait, demandé à l'ONU l'autorisation d'exporter l'équivalent de 2,6 milliards\$ US de pétrole pour acheter vivres et médicaments, a-t-on appris hier de source officielle.

Jusqu'à présent, le président Bush s'était opposé aux demandes irakiennes d'allègement des sanctions économiques imposées après l'invasion du Koweït en août 1990.

Le chef de la diplomatie britannique, Douglas Hurd, a pour sa part déclaré hier en Turquie que Londres pourrait soutenir une proposition pour autoriser l'Irak à exporter du pétrole, à condition qu'il existe des garanties pour que ces sommes ne soient pas détournées au profit de l'armée irakienne.

VOYEZ CE QUE VOS ACHATS LES MEMBRES OBTIENNENT

POI

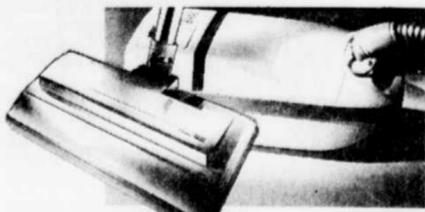


GAGNEZ 998 POINTS* EN ACHETANT CET ENSEMBLE

RABAIS 278\$

Duo Kenmore pour la lessive comprenant laveuse et sècheuse 7 programmes de grande capacité

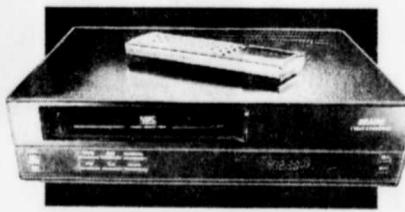
Blanc seulement. Panneau de contrôle noir.
Rabais 129\$ sur laveuse. 268 240 250 Ord. 729,14\$ Ch.599,99\$
Rabais 149\$ sur sècheuse. 268 281 250 Ord. 549,12\$ Ch.399,99\$
 Modèle à panneau de commande blanc aussi en solde.



RABAIS 187\$
 ASPIRATEUR KENMORE® POWER-MATE®
 1100 WATTS AVEC ÉLECTROBROSSE 208 232 690
 Ord. 449,99\$ Ch.262,99\$



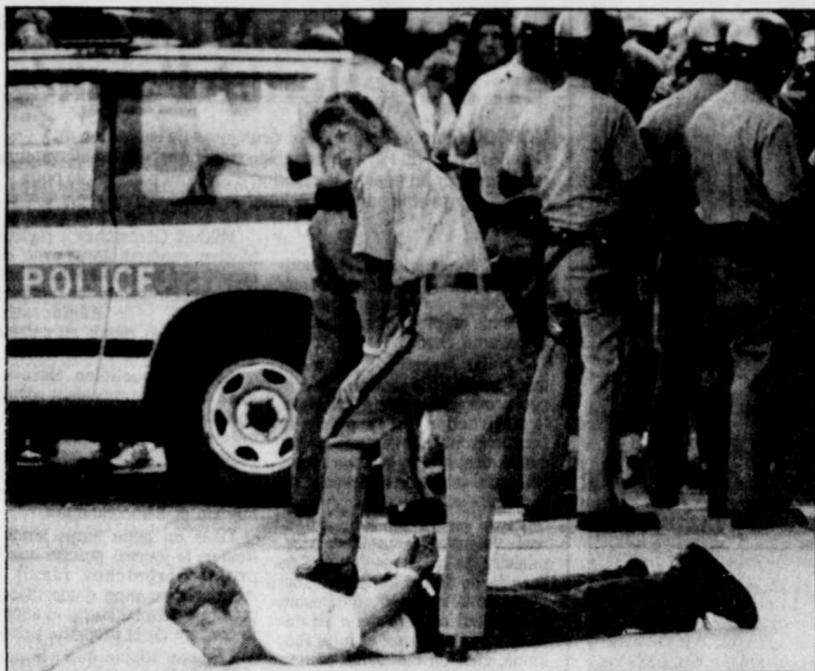
393\$
 RABAIS 70\$ AU TOTAL! TÉLÉCOULEUR 21" À
 TÉLÉCOMMANDE 22 BOUTONS ET AFFICHAGE
 DU CANAL À L'ÉCRAN. No 14610
 *Rabais de 30\$ dans notre catalogue Réclame d'été, page 196.
 Maintien rabais additionnel de 40\$



RABAIS 120\$
 MAGNÉTOSCOPE VHS STEREO À TÉLÉCOMMANDE
 36 BOUTONS POUR 27 FONCTIONS.
 No 30209 Ord. 463,36\$ Ch.343,36\$

DERNIÈRE SEMAINE POUR ÉCONOMISER

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 27 JUILLET 1991.
 SAUF AVIS CONTRAIRE, DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES



Sous le pied d'une policière

Ce manifestant anti-avortement git sous le pied d'une policière à Wichita, au Kansas, après qu'on l'eut empêché de pénétrer dans une clinique de planning familial de la ville.

Israël affirme que la balle est dans le camp des Palestiniens

WASHINGTON (Reuter, AP, AFP, NYTNS) — L'ambassadeur d'Israël aux États-Unis a déclaré hier que la mise en route de pourparlers de paix sur le Moyen-Orient incombait à présent aux Palestiniens.

« La responsabilité en incombe aux Palestiniens. Ils doivent informer le gouvernement des États-Unis de la composition de leur délégation. Lorsqu'ils se seront décidés, je crois que le processus sera en bonne voie », a dit Zalman Shoval lors d'une interview à la chaîne de télévision CNN.

En Israël, le premier ministre Yitzhak Shamir a dit que la volonté de la Syrie de participer à des entretiens directs avec l'État hébreu créait des conditions nouvelles au Proche-Orient et que le pas franchi par al-Assad s'apparentait à celui avancé en 1977 par Anouar al-Sadate pour la réconciliation de l'Égypte avec Israël.

Yitzhak Shamir a dit s'attendre à ce que des pourparlers s'engagent avec les États arabes dans les deux mois, mais il a également attiré l'attention sur le fait que la composition de la délégation palestinienne à une conférence de

paix régionale restait un problème à résoudre.

Plusieurs quotidiens israéliens ont parallèlement appelé, au lendemain de la visite à Jérusalem du secrétaire d'État américain James Baker, le gouvernement Shamir à accepter les propositions américaines pour cette conférence de paix.

M. Baker, lui, a accentué la pression sur Israël en lui proposant des négociations directes avec la Syrie, en plus de la Jordanie, du Liban, de l'Arabie Saoudite et des États du Golfe, pays qui sont tous techniquement en guerre avec lui.

James Baker a jugé souhaitable, hier en Malaisie, qu'Israël accepte dès maintenant des pourparlers de paix avec les Arabes et résolve ultérieurement les questions concernant plus étroitement les Palestiniens. Mais Yitzhak Shamir a dit qu'Israël ne répondrait aux propositions américaines qu'après avoir obtenu des

précisions sur la représentation palestinienne.

Zalman Shoval a réaffirmé cette position:

« Cela dépend maintenant des Palestiniens et de la question de savoir s'ils sont en mesure de mettre au point leur stratégie, s'ils comprennent enfin qu'ils peuvent réaliser beaucoup de choses avec Israël et qu'ils ne réaliseront rien en combattant Israël. »

Une réunion quadripartite Syrie-Égypte-Jordanie-OLP décidera de la représentation palestinienne à des pourparlers de paix, au cas où la réponse israélienne aux propositions américaines serait positive, a-t-on appris hier de source palestinienne bien informée à Damas.

L'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) a pour sa part fait savoir qu'elle était en voie de former un nouveau gouvernement en exil afin d'accueillir les dissidents du mouvement et de resserrer les rangs en prévision de la Conférence de paix.

De son côté, le gouvernement libanais a annoncé hier qu'il était prêt à participer à des pourparlers de paix entre les pays arabes et Israël. Mais le ministre israélien de la Défense, Moshe Arens, a déclaré hier que d'éventuelles négociations entre la Syrie et Israël dans le cadre d'une conférence de paix ne concerneront pas le Liban.

Les États-Unis ont par ailleurs affirmé hier qu'ils n'avaient pas fixé de date-limite pour une réponse d'Israël à leurs propositions de conférence de paix, tout en soulignant qu'ils aimeraient une telle réponse avant le sommet américano-soviétique de Moscou, mardi prochain.

Des déclarations plus impératives faites lundi dans l'entourage du président Bush ont été interprétées comme une exigence de la part de Washington et ont été vivement critiquées hier en Israël.

Retour au calme à Madagascar

ANTANANARIVO (Reuter) — Le calme est revenu hier soir à Madagascar où l'opposition a respecté le couvre-feu nocturne après des affrontements qui ont fait plusieurs blessés devant la Maison de la radio.

Après l'heure d'entrée en vigueur du couvre-feu, 21h00 heure locale, quelques passants circulaient encore en ville sous la surveillance de rares véhicules des forces de sécurité.

Les journalistes qui n'avaient pas reçu leur autorisation de circuler de nuit ont pu se déplacer sans difficulté.

Des diplomates occidentaux ont conclu de ce retour au calme que la porte restait ouverte à des négociations.

Un membre du « gouvernement insurrectionnel » a regretté que le sit-in organisé dans l'après-midi devant la « Maison de la radio » ait provoqué des affrontements qui ont fait trois blessés, dont un officier de gendarmerie grièvement atteint du côté des forces de l'ordre, et quelques blessés légers chez les manifestants.

Ces affrontements ont constitué l'incident le plus grave en six semaines de manifestations contre le président Didier Ratsiraka.

Les manifestants ont tenté à deux reprises de prendre d'assaut le siège de la radio avant de se disperser. Lundi, ils avaient forcé l'entrée des ministères de l'Industrie et des Postes et Télécommunications pour tenter d'y installer les « ministres » du gouvernement insurrectionnel.

Jonarivelo qui avait pris possession du ministère des Postes et Télécommunications a été arrêté hier matin à son domicile et placé en détention près de l'aéroport international d'Arivonimamo, à 50 km à l'ouest de la capitale, a déclaré un autre dirigeant de l'opposition.

Ce même dirigeant a dit en revanche n'avoir aucune nouvelle de Jean-Jacques Rakotoniniaina qui avait pris le contrôle du ministère de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines. Il n'a pas écarté la possibilité qu'il se trouve « entre les mains de mercenaires du pouvoir ».

**VOUS PROCURENT EN PLUS!
DU CLUB SEARS
DE PRÉCIEUX
POINTS***

*Les membres obtiennent des points pour les achats portés à leur compte. Détails en magasin.

TAPIS INTÉGRITÉ DE SEARS



TAPIS RÉSISTACHE™ CERTIFIÉ PAR DU PONT

PELUCHE CISELÉE

ENVERS MOUSSE HAUTE DENSITÉ

RIEN QUE 16⁹⁹

Moquette "Nightlights" à notre plus bas prix... une exclusivité Sears

Si vous voulez redécorer, "Nightlights" est la moquette idéale... en solde, offerte en un éventail de couleurs pour tout décor.

Achat minimum de 20 ver. ca.
*Marque de certification de E.I. DuPont de Nemours and Company



RIEN QUE 544\$
SUPERBE CANAPÉ MODULAIRE 2 PIÈCES TRÈS CONFORTABLE. CHOIX DE 3 STYLES.
No 55859 illustré



RABAIS 40%
À L'ACHAT DE 2 MEUBLES OU PLUS DE CHAMBRE À COUCHER POUR FILLES. MODÈLES CHOISIS AU FINI BLANC.
Série 62000.



MOITIÉ PRIX
ENS. CÉLÉBRATION À PLATEAU-COUSSIN AU PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE. Ord. 1195 46\$-2440,06\$ Ens.519,99\$-1149,99\$
Les prix ord. mentionnés sont des prix Sears

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT

SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA

LA CARTE DE CREDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA

LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions "Ord." ou "État" de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Ste-Marthe-sur-le-Lac: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 682-2222, Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, Rouyn-Noranda: 797-2321, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444. Copyright Canada, 1991, Sears Canada Inc.

Tous les articles, couleurs ou tailles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

La violence en Croatie gagnerait la Slovénie

LJUBLJANA, Yougoslavie (AFP, AP) — Le représentant slovène au sein de la présidence fédérale Janez Drnovsek a exprimé hier la crainte que les combats actuellement en cours en Croatie ne s'étendent à la Slovénie jusqu'ici beaucoup plus calme.

« Les hostilités risquent de s'étendre en Croatie mais peuvent gagner aussi la Slovénie », a averti M. Drnovsek au cours d'une conférence de presse alors que la Croatie a été une nouvelle fois hier le théâtre de combats sanglants entre Serbes et Croates.

L'armée fédérale et les forces croates ont échangé des coups de feu qui ont fait des morts qui se totalisaient hier à au moins une centaine depuis le début des affrontements inter-ethniques, il y a trois mois.

Le ministère croate de l'Intérieur révélait hier que la police croate avait tué au moins 60 militants serbes et en avait blessé 110 autres en deux jours de combats violents. On dénombre 16 policiers tués chez les Croates et « plusieurs » victimes civiles des destructions de l'aviation fédérale dans les bâtiments de la milice croate.

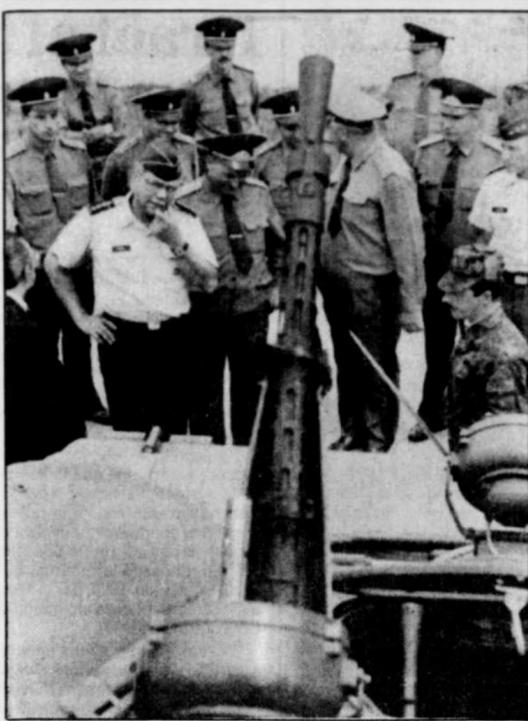
Évoquant la réunion à Ohrid (Macédoine) entre les plus hauts dirigeants de Yougoslavie, qui s'était terminée sur un échec dans la nuit de lundi à mardi, M. Drnov-

sek a déclaré que les dirigeants slovènes avaient reçu « des assurances » du ministre yougoslave de la Défense, le général Veljko Kadijevic, que l'armée fédérale se retirerait de Slovénie « en moins de trois mois ».

Le désaccord à la réunion de lundi a notamment porté sur le retour dans leurs casernes des soldats de l'armée fédérale actuellement stationnés en Croatie, a confirmé M. Drnovsek. Lui-même comme le président slovène Milan Kucan se sont déclarés favorables à ce retour, « mais d'autres s'y sont opposés » a dit M. Drnovsek sans vouloir nommer les dirigeants auxquels il faisait allusion.

Une nouvelle réunion des dirigeants yougoslaves pour résoudre la crise actuelle est prévue, soit pour la fin de cette semaine soit au début de la semaine prochaine à un endroit non encore fixé, a indiqué par ailleurs M. Drnovsek.

Dans une déclaration à l'AFP hier, le ministre slovène de l'Information, M. Jelko Kacin, a estimé que le retrait de l'armée de l'air fédérale de Slovénie poserait de « grands problèmes ».



Un Américain à Moscou

Le général Colin Powell, chef d'État-major de l'armée américaine examinait avec curiosité hier à Moscou un char ainsi que de l'armement soviétiques.

Les ultras soviétiques en appellent à l'armée

MOSCOU (d'après Reuter) — À deux jours de la réunion du Comité central du Parti communiste soviétique, des conservateurs ont lancé hier un appel à la création d'un front patriotique pour sauver le pays et le parti de l'éclatement.

L'appel, publié à la une du quotidien nationaliste Sovietskaïa Rossiya, laisse par ailleurs entendre que seule l'armée pourra protéger le pays du chaos.

« Nous sommes convaincus que l'armée et la marine (...) empêcheront une guerre fratricide et la destruction de la patrie et constitueront une garantie de sécurité ainsi que la base de toutes les forces saines de la nation », dit le texte.

Parmi les 12 signataires figurent Valentin Varennikov, vice-ministre de la Défense et chef de l'armée de terre, Boris Gromov, héros de la guerre d'Afghanistan aujourd'hui numéro deux au ministère de l'Intérieur, et Iouri Blokhine, chef de l'influente faction parlementaire conservatrice.

Le texte ne cite pas nommément le président Mikhaïl Gorbatchev mais il demande comment les Soviétiques ont pu porter au pouvoir des gens « qui n'aiment pas ce pays, qui se font les esclaves de protecteurs étrangers et cherchent conseil et bénédiction outre-mer ».

Mikhaïl Gorbatchev a regagné Moscou vendredi après avoir demandé une aide matérielle et politique aux dirigeants des sept principales démocraties industrialisées réunies en sommet à Londres.

Selon le quotidien Nezavisimaïa Gazeta, le président soviétique s'apprete à présenter au Comité central réuni demain en session plénière un programme qui renonce au marxisme-léninisme et propose « un socialisme humain et démocratique ».

Dans un texte remis lundi à Reuter, le journal précise que le projet Gorbatchev réduit le marxisme au rang d'une théorie politique parmi d'autres et adopte le concept de la propriété privée.

Le texte stipule que « le parti exclut à jamais de son arsenal théorique le principe qui veut que 'la fin justifie les moyens' » et rompt avec le passé de l'URSS.

Il renonce au concept de la construction du socialisme dans le monde au bénéfice de l'intégration dans la société internationale.

Il prévoit en outre la libération des prix, la convertibilité du rouble, la création d'une armée de métier et la « souveraineté » des 15 républiques soviétiques.

Un tel programme ne devrait pas manquer de susciter une levée de boucliers parmi les conservateurs, mais il est encore difficile de mesurer leur force.

« Il existe un courant orthodoxe, dogmatique au sein du parti, mais il n'est pas assez fort pour influencer sur le cours des événements de manière radicale », a déclaré à Reuter Alexandre Dzasokov, membre du bureau politique.

Pour le journal conservateur Rabotchaïa Tribuna, l'interdiction, par Boris Eltsine, des cellules du Parti communiste dans les usines et administrations en Russie devrait renforcer le courant conservateur.

Mais Nezavisimaïa Gazeta estime pour sa part que cette décision, que Mikhaïl Gorbatchev comme un ferment de tensions, pourrait l'aider à négocier un tournant difficile.

« Gorbatchev, sentant la montée de l'opposition à l'intérieur des structures du parti, (pourrait avoir) décidé de liquider son propre parti dans sa forme actuelle », écrit le journal.

Communistes contre Eltsine

MOSCOU (AFP) — Les organisations du parti communiste au sein de l'Armée soviétique, du KGB et du ministère de l'Intérieur d'URSS, ont protesté hier soir dans un communiqué commun contre le décret du président russe Boris Eltsine interdisant les structures politiques dans les administrations et les entreprises de la Russie.

Estimant que le décret du président russe « contredit la constitution d'URSS », ces organisations du parti appellent le président Gorbatchev à « ne pas admettre l'application de cet acte illégal (et) antidémocratique », selon le texte du communiqué publié par l'agence TASS.

Dans ce décret publié samedi, M. Eltsine suggérait aux parlementaires russes de proposer un texte de loi à leurs collègues députés soviétiques pour interdire les structures politiques dans l'armée, la police et le KGB au niveau de l'Union. Le texte lui-même prévoyait l'interdiction des structures du Parti au sein du ministère républicain de l'Intérieur et du tout nouveau KGB russe.

Évoquant cet aspect de l'oukaze de M. Eltsine, les signataires du communiqué se déclarent « persuadés que cela provoquerait une baisse du niveau politique et moral dans les collectifs de travailleurs et de soldats, et que cela aurait des conséquences négatives pour (...) l'aptitude au combat des unités ».

Le Parti communiste russe (PCR) et le Bureau Politique du PCUS ont également publié des protestations similaires hier, mais le secrétaire-général du PCUS lui-même, le président Mikhaïl Gorbatchev, n'avait pas réagi publiquement hier soir à la publication de ce décret.

TOUT UN TAUX!

La Pontiac Firefly à

8,9%

Si vous songiez à acheter une p'tite passe-partout agréable à l'œil et amusante à conduire, le temps est venu de passer à l'action.

Pour un temps limité, la Firefly vous est offerte avec un taux de financement de 8,9% ou une remise de 500\$.

À vous de choisir!



Au coeur des montagnes de Portneuf

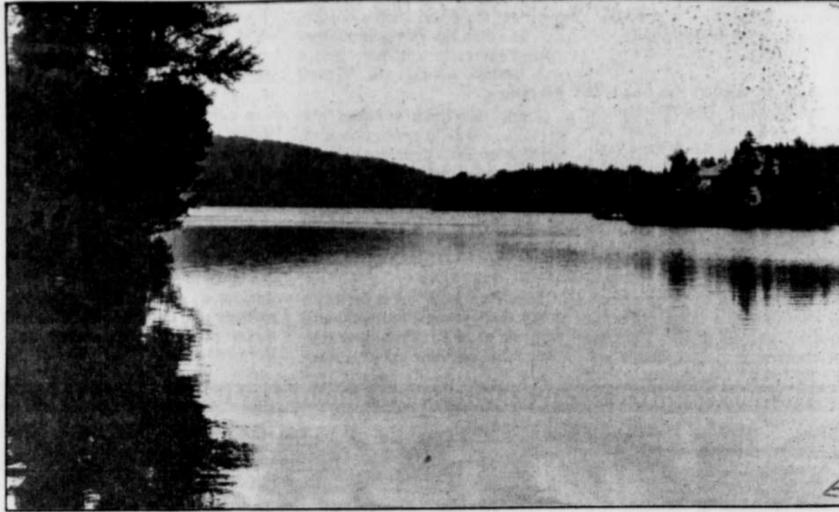
Projet résidentiel haut de gamme prévu au Lac Clair

NEUVILLE — Décrit comme « un joyau écologique » par les promoteurs qui l'ont acquis, le lac Clair, situé sur les territoires de Sainte-Christine et de Saint-Alban, au coeur des montagnes de Portneuf, fait l'objet d'un important projet de développement résidentiel « haut de gamme ».

par DOMINIC HARDY
collaboration spéciale

La Société d'aménagement du lac Clair a acquis le lac du même nom, il y a environ un an, des mains des frères de l'Instruction chrétienne pour une somme que l'un des promoteurs de Québec, M. Yves Descôteaux, avocat et économiste, n'a pas voulu révéler.

Ce joyau aux eaux transparentes et aux reflets émeraude fut un endroit jalousement conservé dans son état naturel par les membres de la communauté religieuse. La pêche à la truite y est ainsi demeurée très bonne dans ce lac de 2 km de longueur et de 10 km de rives. Il est situé à 90 km de Québec et est l'un des rares lacs encore disponibles à la hauteur du lac Saint-Joseph.



Le lac Clair, 2 km de long, est situé à 90 km de Québec, dans le comté de Portneuf. La centaine de terrains disponibles se vendront entre 40 000 \$ et 60 000 \$.

Des traces des anciens propriétaires, il ne reste plus qu'un grand réfectoire-dortoir où les frères dispensaient leur attention toute pastorale à leurs élèves en visite pour un ressourcement. Désormais, la

dizaine de promoteurs de la Société d'aménagement du Lac Clair inc., compte vendre une centaine de lots riverains à un prix compris entre 40 000 \$ et 60 000 \$, pour des résidences principales et se-

condaires. L'accès sera réservé avec gardien et barrières aux résidents et à leurs visiteurs.

La compagnie offre un choix de domaines riverains d'une superficie minimale de 4000 mètres

carrés, dont un minimum de 50 mètres de façade sur le lac. À cela s'ajoute « un nombre très limité de très grands domaines de cinq acres », selon un document promotionnel.

La promotion se fait de façon relativement discrète, utilisant surtout le bouche à oreille. Aucune construction n'a encore été amorcée. D'ailleurs le maire de Saint-Alban paroisse, M. Michel Chalifour, attend toujours de voir les plans d'aménagement des promoteurs.

Selon, M. Descôteaux, le plan d'aménagement a été établi en fonction de protéger l'environne-

ment. Il sera par exemple interdit de déboiser les rives et chaque construction devra être érigée à au moins 60 pieds du rivage. Les sentiers conduisant au lac devront aussi être tracés en biais, de façon à préserver l'apparence des rives et du paysage.

Personne n'a comptabilisé les retombées fiscales produites par ce projet pour Sainte-Christine et Saint-Alban. M. Descôteaux affirme cependant que les dépenses pour la réfection et la prolongation de la route, la construction des résidences et différents services apporteront des retombées de 1 million \$.

Rive-Sud: cinq villes achètent en commun

LÉVIS — En attendant la création d'une seule et grande ville sur la Rive-Sud de Québec, cinq municipalités s'unissent pour acquérir des biens et services à un meilleur coût.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

En fait, le Comité intermunicipal d'achat en commun (Cimac) existe depuis bientôt huit ans.

Lévis, Lauzon et Saint-David, aujourd'hui regroupées en une seule entité de 40 000 âmes, furent à l'origine de cette politique d'achat en commun. À partir de 1984, Pintendre, Charny, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Romuald vinrent grossir les rangs du Cimac.

Alors que d'autres aventures intermunicipales du genre au Québec ont piqué du nez en raison de querelles politiques, le Cimac a su résister aux secousses électorales et administratives sur la Rive-Sud.

Selon le fonctionnaire responsable de la politique d'achat en commun, Denis Turgeon, acheteur à la ville de Lévis, les villes savent qu'elles peuvent faire des économies appréciables si elles se donnent la peine de jouer la carte de la collaboration intermunicipale.

Le président du Cimac, Jean-Paul Turmel, conseiller municipal à Lévis, estime pour sa part que l'entraide entre voisins a toujours pris le dessus sur les stériles rivalités de clocher.

L'union fait la force

Une quinzaine de biens et services apparaissent dans le répertoire des achats du Cimac : sel de rue, auto-patrouille, pneus, uniformes, lingerie, carburants, matériel pour la signalisation routière, lignes et grilles de rues, équipement pour le transport et les terrains de jeux, avis publics dans les journaux, papier (photocopie), alun liquide et services de contrôle et de secours des animaux.

En septembre, Denis Turgeon, reçoit la « liste d'épicerie » des municipalités membres du comité. Une fois par année, l'acheteur passe par l'entremise des journaux pour obtenir des soumissions pour l'achat, par exemple, d'auto-patrouille pour le service de protection publique des municipalités qui en ont fait la demande.

Les villes n'ont pas chiffré le montant de billets verts qu'elles ont réussi à faire épargner à leurs contribuables via le Cimac. Pour y arriver, il faudrait accompagner l'appel d'offres collectif de demandes de soumissions publiques pour les besoins spécifiques de chacune des villes. La calcul avait été fait lors de la première d'existence du Cimac et des économies de 125 000 \$ avaient été réalisées.

« La force de l'achat en commun repose sur la possibilité de se procurer des items en plus grande quantité et à un meilleur coût possible », signale Denis Turgeon. « De leur côté, les fournisseurs s'assurent d'un marché de près de 75 000 habitants ».

L'édile Jean-Paul Turmel insiste sur les économies de temps réalisées par les administrations municipales. « Les villes n'ont plus besoin de faire, à tour de rôle, un appel d'offres pour obtenir un bien quelconque. Un seul avis dans le journal suffit », explique M. Turmel en indiquant qu'il en coûte en moyenne 250 \$ par année à une ville pour bénéficier des avantages du Cimac.

Pour illustrer les bienfaits de l'achat en commun sur le portefeuille des contribuables, Denis Turgeon cite l'exemple du coût des avis publics.

« Avant le Cimac, Lévis payait 0,52 \$ la ligne agate pour publier ses avis publics dans la presse hebdomadaire. Avec l'entrée en vigueur de la politique d'achat en commun, le prix a chuté à 0,23 \$ la ligne. Aujourd'hui, nous payons 0,34 \$ », souligne Denis Turgeon.

LES MEILLEURS ACHATS

Woolco

JEUDI ET VENDREDI

**SAVON EN
POUDRE
CASCADE**
Spécial

3⁹⁹

TPS incluse
pour lave-vaisselle, quantité 2,5 kg

**ASSIETTES DE
STYROMOUSSE**
Spécial

2³⁹

paquet de 50 assiettes, 9"

**TENDER
VITLES**
Spécial

1⁵⁹

TPS incluse
boîte de 500 g

**COUCHES
PAMPERS**
Spécial

9⁹⁹

TPS incluse
garçons et filles, petit: 54, moyen: 40,
grand: 32, limite de 2 par client

**BISCUITS
COLLATION
DARE**
Spécial

79¢

TPS incluse
paquet de 250 g

**CHAISE EN
RÉSINE**
Spécial

5⁹⁹

TPS incluse
chaise empilable à dossier bas



5401, boul. des Galeries
Québec, Québec
Les galeries de la capitale



2960, boul. Ste-Anne
Beauport, Québec
LES GALERIES STE-ANNE



5800, boul. de la Rive-Sud
Lévis
Les Galeries Chagnon



Débat sur le traitement des boues septiques ce soir à Neuville

NEUVILLE — La réunion d'information de ce soir, à Saint-Raymond, relativement à l'implantation d'un centre de traitement et de transformation des boues de fosses septiques en compost, risque d'être fort houleuse alors qu'un groupe de citoyens, au nom de l'environnement, s'oppose à ce projet qui a pour but de l'améliorer...

par DOMINIC HARDY
collaboration spéciale

Mais le groupe de résidents de la paroisse de Saint-Raymond, du secteur Chute Panet, refusent de parler du syndrome « pas dans ma cour ». Le 19 juin dernier, une trentaine d'entre eux, regroupés en comité, se sont amenés à la préfecture de Cap-Santé afin de manifester fort émotivement leur opposition au projet de la MRC de Portneuf.

Ils se sont promis de revenir ce soir devant les représentants de la MRC et du maître d'oeuvre du projet, la compagnie Valoraction. Celle-ci a offert des garanties quant à la protection du lieu choisi pour le futur centre, ainsi que d'associer le comité des citoyens à la surveillance des opérations du centre d'une capacité de traitement de 4 millions de gallons par années.

Mais jusqu'à maintenant les opposants ont rejeté ces propositions du revers de la main. Ils accusent notamment le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raymond, d'avoir accueilli ce projet à l'insu de la population.

Le maire, M. André Girard, répond que les journaux ont fait amplement état de ce projet depuis un an et qu'il a fait l'objet de discussions au conseil municipal, dont les réunions sont transmises en directes à la télé communautaire de Saint-Raymond.



Yacht volé

La police du port de Québec recherche deux individus, impliqués dans le vol en plein jour d'un yacht cruiser de 24 pieds, le 11 juin, à la marina du Vieux-Port. L'embarcation, propriété de Aurèle Croteau de Sainte-Foy, est évaluée à 58 000 \$. Les suspects ont réussi à franchir la barrière des quais et à manoeuvrer le yacht blanc et bourgogne à travers l'écluse. Quelques jours avant le vol, ils s'étaient présentés en se disant intéressés à acheter l'embarcation, construite en 1988. Les portraits-robots, fournis par un témoin, correspondent à des personnes dans la trentaine, mesurant entre 1,72m et 1,80m. Toute information peut être transmise au sergent Jean-Guy Imbeault, au numéro 648-3645.



ALORS QU'ILS PROMETTAIENT FIDÉLITÉ À LEUR NOUVELLE «LIGUE DES JUSTES PRIX» ET À SES PRINCIPES DE BONS RABAIS ET D'ACHATS AVANTAGEUX, LE CAPITAINE DES AUBAINES ET JEAN BALLON DOIVENT DÉFENDRE UNE FOIS DE PLUS LA...

VENTE SURPRISE EATON

C'EST SUPER! JE PEUX VOIR TOUT LE MAGASIN... ET TOUTES LES AUBAINES

D'AUTRES RÉDUCTIONS DANS TOUT LE MAGASIN

10% A 50% DE RABAIS

SUR UNE SÉLECTION DE MARCHANDISES À SOLDER

REPÉREZ LES BALLONS ROUGES

ILS FLOTTENT AU-DESSUS DES «JUSTES PRIX» ET DES MEILLEURES AUBAINES. ILS INDICENT DES ACHATS EXCEPTIONNELS. ET BIEN PLUS ENCORE! LAISSEZ-VOUS GUIDER PAR CES BALLONS ROUGES, VOUS DÉCOUVRIREZ DE BELLES SURPRISES, À TOUTS LES ÉTAGES ET DANS TOUS LES MAGASINS EATON. SOYEZ À L'AFFÛT DES BONNES AFFAIRES, ILS ARRIVENT DÈS DEMAIN CHEZ EATON.

N'AVE PAS PEUR JEAN! J'AI PRESQUE FINI DE TE RAPIÉCER

30% DE RÉDUCTION SUPPLÉMENTAIRE

sur les prix étiquetés d'une sélection de souliers pour hommes, femmes et enfants.

ACHATS EN PERSONNE SEULEMENT

VENTE SURPRISE EATON LE JEUDI 25 JUILLET!

Lévis en fête du 7 au 11 août

LÉVIS — Du 7 au 11 août, les Fêtes populaires Desjardins reprendront l'affiche à Lévis. Pour marquer le dixième anniversaire de cet événement, les organisateurs proposent une programmation « haute en couleurs », dont des spectacles de la Musique du Royal 22e Régiment (9 août, Terrasse de Lévis) et d'Edith Butler (10 août, sous le grand chapiteau érigé dans la cour du Collège de Lévis).

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Le président des Fêtes populaires Desjardins, Jean-Luc Leclerc, a annoncé hier en conférence de presse la programmation des célébrations qui se veulent un beau rendez-vous pour toute la famille. Le Collège de Lévis sera encore cet été le lieu de ralliement des fêtards. L'accès au site coûtera 2,25 \$ pour les adultes et 1,00 \$ pour les moins de 12 ans.

Outre le concert au clair de lune qu'offrira le corps de musique régimentaire, d'autres nouveautés viendront se greffer aux activités traditionnelles des Fêtes populaires: souper patrons/employés avec une conférence de l'ex-président de la CSN, Marcel Pépin (7 août), exposition Carrefour Rive-Sud 1991 (sur le site des Fêtes), course de lits (10 août) et derby de démolition (11 août dans le stationnement des Galeries Chagnon).

L'un des points forts des Fêtes populaires Desjardins, le défilé de nuit, qui a attiré tout près de 100 000 curieux l'an dernier, revient à l'affiche le 7 août. Même chose pour le tirage de la Maison de Timo (11 août). La vente de billets pour ce tirage constitue l'un des moyens de financement pour l'organisation de l'événement. Le budget des Fêtes populaires Desjardins est d'environ 325 000 \$.

La présidence d'honneur des festivités a été confiée à M. André Sauvageau, directeur général de la raffinerie Ultramar Canada. M. Sauvageau a profité de l'annonce d'hier pour remettre un chèque de 10 000 \$ à Jean-Luc Leclerc.

Pour obtenir plus de renseignements sur la programmation de l'événement, il suffit de communiquer au bureau des Fêtes populaires Desjardins, au numéro 835-0889.

LES ANNONCES CLASSÉES DE SOLEIL
DE L'ARGENT
SONNANT
647-3317
LE SOLEIL
LE BIEN POUR TOUT LE MONDE!

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas

ÉCHOS DES DEUX RIVES

CHARLESBOURG

Habitation sociale

Habitation Action-Sourds, un projet parrainé par Action Habitation de Québec Inc., recevra des subventions de Québec et d'Ottawa pour la construction de 22 logements destinés à des personnes handicapées physiquement. Cette aide sera d'une durée maximale de 35 ans et correspondra essentiellement au montant requis pour combler l'écart entre les coûts annuels d'exploitation reconnus pour le projet et le loyer payé par les occupants, soit environ 25 % de leur revenu.

DONNACONA

Moins de saumons

Il y a moins de saumons cette année que l'an dernier à pareille date à la passe migratoire de Donnacona. Le 18 juillet dernier, à midi, 420 saumons sont arrivés à la hauteur du barrage de Donnacona, alors qu'ils étaient 871 à pareille date l'an dernier.

THETFORD MINES

Déficit satisfaisant

Le Centre hospitalier de l'Amiante a réalisé un déficit d'opération de 348 000 \$ pour l'exercice 1990-91 en comparaison d'un surplus de 50 000 \$ pour celui de l'année précédente. Selon le directeur de l'institution, M. Jean-Claude Gagné, il s'agit d'un déficit satisfaisant équivalant à l'atteinte de l'équilibre budgétaire puisque, selon la norme gouvernementale, il représente moins de 1 % d'un budget de 36 millions \$.

PORTNEUF

Peu d'incendies

Portneuf a été épargné par les incendies de forêt cette année malgré des risques aussi élevés que sur la Côte-Nord, au Saguenay-Lac-St-Jean et dans Charlevoix. La région a connu 13 incendies de forêt qui ont détruit six hectares, soit deux de plus que la moyenne de ces dernières années qui ont vu la destruction de 16 hectares. Les coûts liés à leur extinction se sont élevés jusqu'à maintenant à 12 000 \$.

BEAUPORT

Festivités prolongées

Le Festival folklorique des enfants du monde, qui se déroule depuis des années à Beaufort, sera prolongé l'an prochain de deux jours. Les festivités auront donc lieu de 24 juin au 5 juillet 1992, vient d'annoncer dans un communiqué le directeur général, M. Marcel Audy.

QUÉBEC

Réfection de rues

À compter du 29 juillet et pour une durée approximative de six semaines, d'importants travaux seront effectués sur les rues Place Vanier, entre Miramont et Carré de Calais (nord), et Carré de Calais (sud), entre Place Vanier et Cuvillier. Si ces travaux de réfection devaient vous causer des problèmes majeurs ou si vous désirez avoir des informations supplémentaires, communiquez avec M. Gilles Gravel, chargé de projets à la ville de Québec, au numéro 691-6610.

SAINT-RAYMOND

Assainissement

La ville et la paroisse de St-Raymond ne s'entendent plus relativement au projet d'assainissement des eaux, deux après une entente conclue à cet effet. La décision de la paroisse d'aller de l'avant avec le projet d'un centre de traitement autonome des boues de fosses septiques pourrait signifier l'abandon pure et simple de l'usine d'épuration. Ce sont les boues de fosses septiques qui constituent le problème principal de la paroisse qui en produit environ 600 000 gallons par année.

NEUVILLE

Réfection de trois écoles

Trois écoles primaires de Portneuf vont se partager la somme de 638 899 \$ pour leur réfection. Il s'agit des écoles primaires Saint-Joseph, à Saint-Raymond, Sainte-Marie, à Saint-Marc-des-Carrières et Notre-Dame, à Donnacona.

La fierté fleurit autour de l'îlot

□ « Voyage » de terre, peinture et arbres en cadeau!

« Saint-Roch revit ! » s'est exclamé Louis Fortier après avoir obtenu gratuitement un « voyage » de terre du centre-jardin Paradis. Mais ce n'est pas tout. Dans la seule journée de lundi, des voisins, des amis ont fait des dons totalisant 100 \$. Hier, la compagnie Sico a offert quelques gallons de peinture aux artistes du quartier pour qu'ils repeignent un vilain mur de ciment. L'îlot « Fleurie », à deux pas de la grande place, est en train de devenir un symbole de fraternité et de fierté pour tous les résidents du quartier.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

L'Association forestière québécoise s'est engagée à fournir une vingtaine d'arbres (frênes, épinettes et chênes rouges), une gracieuseté de la pépinière Agrofor, de Saint-Apollinaire.

« Une telle initiative doit être encouragée par une entreprise à but non lucratif comme la nôtre », estime Francis Foy, le porte-parole de l'Association, dont le mandat premier est la protection et l'utilisation rationnelle des ressources forestières en milieu urbain.

L'Association forestière tiendra sous peu une journée d'information, à l'îlot « Fleurie », au cours de laquelle elle enseignera aux citoyens les techniques de plantation et d'entretien des arbres.

Ça déborde St-Roch

Cette belle histoire de prise en charge de leur quartier par un groupe de citoyens est en train de déborder Saint-Roch. Deux dames du quartier Montcalm ont retrouvé leurs manches, tout l'après-midi, hier, pour donner un coup de main à l'initiateur du projet, M. Fortier.

« C'est tellement bon de se mettre les deux mains dans la terre, lance Monique Desjardins. Moi, je vis dans un petit appartement sans balcon, à la haute-ville, ça me fait du bien de transporter des brouettes de terre et de planter des fleurs. Je trouve ça extraordinaire ! » Sa copine Ginette Montreuil est du même avis : « Je suis venue ici avec mes deux bras et ma volonté de participer à ce beau projet. Je vais revenir, c'est certain. »

Scandalisée, Monique Desjardins désigne des petits troncs d'arbres et des branches fraîchement arrachées. « En nettoyant le terrain, la ville a aussi endommagé plusieurs arbres en santé. Faire ça en pleine ville, c'est tout simplement incompréhensible. »



Un camion de terre en cadeau, des arbres, de la peinture... Louis Fortier (en encadré) avouait être un peu dépassé par les événements.



Fortier un peu dépassé

Louis Fortier, lui, est un peu dépassé par les proportions que prend son initiative. « Je ne voulais pas faire de politique, mais je réalise que mon projet a peut-être été interprété comme un geste de provocation. Ce n'était vraiment pas mon intention. »

Il envisage d'ailleurs de prendre un peu de recul, de se mettre en retrait. « J'ai mis les choses en branle, je vais maintenant laisser les autres continuer », laisse-t-il tomber, un brin de fierté dans la voix.

En attendant, la petite rocaille de l'îlot « Fleurie » prend de l'expansion. De plus en plus de gens s'impliquent dans le projet.

La ville de Québec, de son côté, laisse aller les choses. « Tant que la sécurité des gens n'est pas menacée, a répété une porte-parole, les autorités ne sentent aucune urgence de faire quoi que ce soit. »



Fuite de gaz

Tout le secteur du palais de justice et de la gare intermodale a été bouclé durant une heure, hier après-midi, à la suite d'une importante fuite de gaz naturel, provoquée par des ouvriers faisant des travaux d'excavation sur le boulevard Jean-Lesage. Les pompiers ont songé un moment à évacuer les édifices gouvernementaux environnants, en raison des risques d'intoxication. On a même demandé aux policiers de fermer leur radio-émetteur, pour éviter toute onde magnétique. Personne n'a été blessé mais il a fallu trente minutes pour colmater la fuite dans la conduite de six pouces.

Saint-Augustin et Enviro-Mobile

Un accord met fin à une «guérilla» de deux ans

Après plus de deux ans de contestations marquées par une action en justice contre la municipalité, la firme Enviro-Mobile vient de se voir reconnaître officiellement le droit d'implanter une unité de recyclage de produits dangereux dans le parc industriel de Saint-Augustin.

par THIÉRIO DIALLO
LE SOLEIL

En annonçant lui-même la nouvelle hier, le maire Denis Côté a précisé que ce développement faisait suite à l'acceptation par la compagnie de se conformer aux exigences de la réglementation interdisant l'entreposage en permanence de produits périmés sur le territoire municipal.

La nouvelle unité, qui sera connue sous le nom d'Enviro-Resources, s'engage, selon le communiqué du maire, à procéder à une première étape de recyclage des produits tels le solvant, l'huile à moteur et l'huile hydraulique, « sans aucun ajout de produits chimiques à la matière première ». Les produits ainsi traités et leurs résidus seront expédiés « au fur et à mesure » vers d'autres centres de recyclage reconnus par le gouvernement québécois et qui sont tous situés dans la région de Montréal.

Le président d'Enviro-Mobile, le Dr Daniel Cozak, n'a pas voulu identifier précisément ces centres, « par respect pour les règles de confidentialité », mais il a rappelé que plusieurs entreprises de la région métropolitaine, telles que Stalex ou les Huiles Canam, étaient bien connues pour leur spécialisation dans ce genre de traitement.

« Ce nouveau centre de recyclage contribuera sans aucun doute à réduire la quantité de produits périmés qui, lorsque non gérés et traités efficacement, ont un impact négatif sur notre environnement », a ajouté le maire Côté, en rappelant, à titre d'exemple, que quelque 91 000 tonnes d'huiles récupérables disparaissent chaque année dans la nature, à Saint-Augustin.

Dans cette même foulée, il a révélé que la ville négociait actuellement avec d'autres entreprises déjà établies dans le parc industriel, mais qu'il n'a pas identifiées, en vue d'instaurer un programme de récupération et de recyclage du papier, du verre et du plastique. Il s'agirait notamment de Cascades et de Safety Kleen.

Si ces négociations aboutissent, la ville espère pouvoir annoncer, dès cet automne, que tous ces programmes sont accessibles aux Au-



Daniel Cozak, président d'Enviro-Mobile.

gustinois, qui pourront ainsi disposer de façon sécuritaire, non seulement de leurs restes de solvants et de peintures, mais également de tous les déchets métalliques, y compris leurs vieux appareils ménagers.

Vers la fin de 1988, la décision d'Enviro-Mobile d'implanter un centre de transfert de déchets dangereux dans le parc industriel de Saint-Augustin avait fait couler beaucoup d'encre. La ville, appuyée par la population, avait sommé la compagnie de démolir ses équipements et demandé une intervention en ce sens de la Communauté urbaine de Québec (alors propriétaire du parc) et du ministère de l'Environnement. Enviro-Mobile avait répliqué, quelques mois plus tard, par une poursuite de 2,5 millions \$ contre la CUQ et Saint-Augustin pour pertes financières liées à la non-utilisation de ses équipements.

À la suite de l'entente intervenue lundi après-midi sur l'implantation de l'unité de recyclage, cette poursuite n'a plus sa raison d'être, ont indiqué hier les deux parties.